



**HAL**  
open science

# La Revue d'économie politique et la guerre de 1914 - 1918

Ramón Tortajada

► **To cite this version:**

| Ramón Tortajada. La Revue d'économie politique et la guerre de 1914 - 1918. 2021. hal-03542718

**HAL Id: hal-03542718**

**<https://hal.science/hal-03542718>**

Preprint submitted on 25 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE ET LA GUERRE DE 1914 - 1918

( ne pas citer dans accord de l'auteur)

Ramón TORTAJADA  
CREG-Université Grenoble Alpes

Cet article entend retracer la façon dont la *Revue d'économie politique* s'est inscrite dans la Grande Guerre<sup>1</sup>. Les ouvrages et articles d'histoire politique, militaire, industrielle, diplomatique de la Grande guerre ne font pas défaut, loin s'en faut<sup>2</sup>. Il ne s'agit pas d'un travail d'histoire mais d'histoire de la pensée économique : comment une revue économique tournée vers le monde académique a rendu compte de ce conflit ? Un conflit qui, de l'avis des historiens, était hors de toute anticipation :

Dès l'année 1914, la guerre s'est présentée comme beaucoup plus violente qu'elle ne l'avait jamais été auparavant (...) l'explosion de violence fut d'une telle ampleur qu'elle infligea d'emblée un démenti cinglant à toutes les anticipations antérieures au conflit (Audoin-Rouzeau, 2000, p. 38-39).

D'autres revues auraient pu être retenues, telles la *Revue de Paris* (1829-1930), le *Journal des économistes* (1841-1940), la *Revue de métaphysique et morale* (1893-...), *L'expansion économique* ou encore la *Revue de science et de législation financières* (1902-...). Cela n'a pas été le cas. La première raison est que la *Revue d'économie politique* (1887-...) — ultérieurement désignée par ses initiales, *REP* — était la revue d'économie politique académique par excellence et que l'objet de cette contribution était de présenter les réponses des économistes des universités à la crise majeure que fut la guerre de 1914-1918. La seconde est qu'il était possible de disposer à l'Université de Grenoble de la totalité des numéros de la *REP* depuis sa création<sup>3</sup>. Nous avons retenu les numéros de 1914, 1915, 1916, 1917 et 1918, écartant l'année (1913) précédant l'entrée en Guerre, le 4 août 1914, ainsi que l'année 1919 qui suivit l'armistice signé à Rethondes le 11 novembre 1918.

Pour les revues aucun recul sur les événements n'était concevable. Les travaux documentés vinrent plus tard. Les articles publiés ont varié en fonction de ce qui se passait sur le champ de bataille, mais ce ne fut jamais directement. Les batailles avec leurs morts par milliers, n'étaient pas mentionnées. Elles constituaient la toile de fond de la vie des auteurs et de la *Revue*, les articles ne pouvaient que s'en ressentir. Peut-être que ce silence relatif n'était qu'une conséquence de l'écart qui sépare le temps de l'écriture et celui de la publication ou

---

<sup>1</sup> Je dois remercier les participants à ces journées de leurs questions pertinentes et impertinentes. Si elles m'ont permis d'améliorer notablement l'article, elles m'ont conduit vers des chemins inattendus. Bien entendu, en conséquence ils partagent la responsabilité des manques et erreurs.

<sup>2</sup> Parmi ces travaux on peut citer, entre autres : Audoin-Rouzeau & Becker, 1998 ; Loez, 2010 ; Goya, 2004 ; Broadberry & Harrison, 2005.

<sup>3</sup> Laure Bergeret, Responsable de la Bibliothèque de Masters-CERES de la Faculté d'Économie de Grenoble de l'Université Grenoble Alpes, a assuré la conservation de toutes ces revues. Je lui adresse toute ma gratitude pour son amabilité, sa compétence et sa patience.

bien un souci des éditeurs d'éviter la censure en s'en tenant à un commentaire strictement économique<sup>4</sup> ?

Un autre élément caractérise les articles publiés. Pour les auteurs comme pour les lecteurs le contexte politique et social était de connaissance commune. La compréhension des articles implique donc que l'on indique quelques éléments du contexte. Nous en rendrons compte en Introduction. Ensuite année après année nous présenterons les articles de la *REP* qui nous ont paru les plus significatifs.

## **LE « PARTAGE DU MONDE » : L'IMPERIALISME SANS FARD**

La tension entre la Grande-Bretagne, la France et l'Empire d'Allemagne avait des raisons profondes, revendiquées très explicitement par les parties prenantes : l'impérialisme.

Chacun dès qu'il se sentait suffisamment puissant voulait sa part du Monde, des territoires, des peuples. Conquêtes, conflits locaux suivis d'accords étaient chose commune. Deux blocs s'affrontaient : la *Triple-entente*<sup>5</sup> et la *Triplice*. Les deux blocs ne furent pas créés du jour au lendemain il sont issus d'un enchevêtrement d'accords et de traités dont les principaux traits étaient les suivants<sup>6</sup>.

La *Duplice* de 1879 entre l'Empire d'Allemagne et l'Empire d'Autriche-Hongrie devint la *Triple-Alliance* (ou *Triplice*) en 1882 lorsque l'Italie s'y joignit. Ces pays furent rejoints par l'Empire Ottoman le 2 novembre 1914, par le royaume de Roumanie et celui de la Bulgarie. L'Italie se dégagea de la *Triplice* et se déclara neutre dès le 3 août 1914. Un an après, le 3 mai 1915 elle se sépara de la *Triple-Alliance* pour rejoindre l'*Entente*.

L'*Entente* se mit lentement en place. Il y eut un premier traité entre la Russie et la France en 1893-1894, un second entre la France et la Grande-Bretagne en 1904 et enfin un troisième entre la Grande-Bretagne et la Russie en 1907. Les traités, d'ailleurs, n'engageaient pas militairement la Grande-Bretagne. Sa déclaration de guerre à l'Allemagne le 4 août 1914 ne fut pas la conséquence directe des traités mais celle de l'invasion de la Belgique (avec une la volonté sous-jacente de conserver le contrôle des mers, face à la montée en puissance de la marine allemande). Le Japon en 1914, l'Italie en 1915, la Serbie et la Belgique (envahie) rejoignirent l'*Entente*.

Les États-Unis le 4 août 1914 affirmèrent leur neutralité. Le président Wilson devint incontournable<sup>7</sup>. Son parcours mérite d'être retracé. Il confirma la neutralité des États-Unis dans un discours au Sénat le 19 août de la même année. En tant que « pays neutre » les États-Unis protestèrent contre le blocus de l'*Entente* les 28

<sup>4</sup> Pas toujours, nous le verrons.

<sup>5</sup> Ou encore l'*Entente cordiale* ou bien l'*Entente*.

<sup>6</sup> Cf. « Déclaration de la Triple Entente, le 4 septembre 1914 », Digithèque de matériaux juridiques et politiques, Université de Perpignan. Consultable en ligne

<sup>7</sup> Pour un portrait psychologique critique du président W. Wilson qui n'est pas sans rappeler celui que dressa Keynes, cf. Freud & Bullit [ce dernier fut un des conseillers du président Wilson à Versailles]. Deux ou trois points à propos de Wilson. La neutralité des États-Unis dans les premières années de la Grande guerre, ne tenait pas à ce que Wilson était pacifiste. Il ne l'était nullement. Chaque fois que les intérêts économiques des États-Unis semblaient menacés en Amérique latine les armées américaines intervinrent notamment : au Mexique, au Nicaragua, en Haïti. Parmi les mesures qui marquèrent ses deux mandatures on peut relever : la loi (23 décembre 1913) qui régit encore le système bancaire américain ; l'interdiction du parti communiste aux États-Unis, le 5 mai 1920 ; ou encore, le 18 décembre 1920, l'amendement à la constitution qui prohiba la vente d'alcool.

décembre 1914 et le 3 avril 1915, celui-ci constituait une entrave à leur commerce, mais la protestation ne fut pas suivie de mesures concrètes. Cependant l'essentiel de leur commerce se faisait avec les pays de l'*Entente*. La neutralité ne s'étendait pas aux finances, les membres de l'*Entente* accédèrent largement aux prêts et crédits des banques américaines, par contre les demandes de prêts des Empires centraux n'eurent qu'un faible écho. Lorsque les États-Unis déclarèrent la guerre à l'Allemagne le 6 avril 1917, ce fut *aux côtés* de l'*Entente*, comme *associé* et non comme membre de l'*Entente*. Le Gouvernement américain entendait avoir toute liberté de négocier comme il l'entendait et ne pas être lié par des négociations au sein d'une *Entente*.

Cela peut expliquer pourquoi les 3-4 octobre 1918 les autorités allemandes envoyèrent *au seul* président Wilson leur offre de paix sur la base de ses « 14 points ». Il s'en suivit un certain flottement puisque sans informer les membres de l'*Entente*, jusqu'au 23 octobre Wilson répondit aux allemands. Le 5 novembre un mémorandum *signé de tous les alliés* transmis à Berlin constitua la base du Traité d'armistice du 11 novembre.

La stratégie militaire tint aussi son rôle dans tout cet agencement notamment avec la place décisive des neutres. Lors du conflit de 1870 entre la Prusse et la France, la neutralité de la Hollande et celle de la Belgique fut affirmée, assurée et respectée. La Grande-Bretagne se tint alors à l'écart du conflit. En 1914 si la neutralité hollandaise fut maintenue, par contre la neutralité belge fut violée par les troupes allemandes. Tout cela faisait partie du plan allemand, si l'on en croit Moltke cité par Gerhard Ritter<sup>8</sup> :

Une Hollande neutre couvre nos arrières, parce que si l'Angleterre nous déclare la guerre pour avoir violé la neutralité belge, elle ne peut elle-même violer la neutralité hollandaise. Elle ne peut rompre la règle même au nom de laquelle elle entre en guerre. De plus, il sera très important d'avoir en la Hollande un pays dont la neutralité nous permette d'accéder à des importations et à des fournitures. Elle doit être la trachée qui nous permet de respirer.

La Belgique fut envahie. Le Royaume-Uni entra dans la tourmente. Cette entrée dans la guerre s'accompagna d'une résistance certaine du mouvement pacifiste anglais. Bertrand Russell en fut l'un de ses représentants des plus éminents. Voici comment il présenta sa position lors d'entretiens publiés en 1960<sup>9</sup> :

L'Angleterre, à mon avis, aurait dû rester neutre. Je l'ai dit à l'époque, et je n'en démords pas. Si nous étions restés neutres, la première Guerre aurait été courte. L'Allemagne en serait sortie plus puissante, c'est vrai, mais enfin, pas toute-puissante. Et vous savez, l'Allemagne du Kaiser, malgré ce que la propagande faisait croire aux anglais, n'était pas si mauvaise que ça. Aujourd'hui, je vois peu de gouvernements qui valent celui du Kaiser ...

et, plus loin,

Les Allemands avaient certains objectifs limités : ils voulaient le droit d'avoir une bonne marine ; ils voulaient conquérir plus de colonies, mais ce n'était pas à notre goût ; ils voulaient dominer mieux les Balkans - en réalité, ils voulaient que l'Autriche commande dans les Balkans. Ces buts du Kaiser, pour autant que j'en puisse juger étaient définis, limités. Je ne pense pas qu'il soit parti à la conquête du monde.

<sup>8</sup> Gerhard Ritter, *The Schlieffen Plan: Critique of a Myth*, Londres, O. Wolff, 1958 (in Lemay, 2013, p. 33-34). De son côté le Grand État-major Général français avait aussi son plan, le *plan XVII* de 1913. Ce plan visait l'Allemagne à travers l'Alsace et la Lorraine. Il fut tourné par les armées allemandes traversant la Belgique.

<sup>9</sup> Russel, p. 43-45.

Les causes profondes du conflit étaient largement connues. Les Empires centraux, l'Empire d'Allemagne en tête, entendaient eux aussi avoir leur part d'Afrique et d'Asie. Voilà ce qu'en disait un auteur bien éloigné des joutes académiques :

Il faut s'en tenir à la vérité historique : il s'agit ici d'une guerre préventive préparée depuis des années par l'impérialisme allemand, provoquée par les objectifs de sa *Weltpolitik* et déclenchée sciemment, dans l'été 1914, par la diplomatie allemande et autrichienne. Mais en outre, quand on veut porter un jugement général sur la guerre mondiale et apprécier son importance pour la politique de classe du prolétariat, la question de savoir qui est l'agresseur et l'agressé, la question de la « culpabilité » est totalement sans objet. Si l'Allemagne mène moins que quiconque une guerre défensive, ce n'est pas non plus le cas de la France et de l'Angleterre ; car ce que ces nations « défendent », ce n'est pas leur position nationale, mais celle qu'elles occupent dans la politique mondiale, ce sont leurs vieilles possessions impérialistes menacées par les assauts du nouveau venu allemand. Si les incursions de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme autrichien en Orient ont sans aucun doute apporté l'étincelle, de leur côté l'impérialisme français en exploitant le Maroc, l'impérialisme anglais par ses préparatifs en vue de piller la Mésopotamie et l'Arabie et par toutes les mesures prises pour assurer son despotisme en Inde, l'impérialisme russe par sa politique des Balkans dirigée vers Constantinople, ont petit à petit rempli la poudrière. Les préparatifs militaires ont bien joué un rôle essentiel : celui du détonateur qui a déclenché la catastrophe, mais il s'agissait d'une compétition à laquelle participaient tous les États. Et si c'est l'Allemagne en 1870 qui, par la politique de Bismarck, a donné la première impulsion à la course aux armements, la politique du Second Empire lui avait préparé le terrain et elle fut encouragée par la suite par la politique aventurière de la III<sup>e</sup> République, par ses expansions en Asie orientale et en Afrique<sup>10</sup>.

Un autre élément du contexte, souvent occulté, est que l'annonce de la guerre ne s'est pas faite dans une ambiance de liesse générale où « fleur au fusil » les conscrits allaient à Paris ou à Berlin, selon le cas, détruire l'ennemi comme le montrent les images de propagande. L'entrée dans le conflit se fit « dans un climat de trouble et d'angoisse ». Les « opposants à la guerre parvinrent à se mobiliser en Allemagne (...), en Grande-Bretagne (...), en France (...) » (Loez, p. 12). Face à cette résistance à la guerre, l'exaltation nationaliste était partout. En France elle conduisit à l'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914.

Face à aux troubles pacifistes les Gouvernements se mobilisèrent, loi martiale en Allemagne, état de siège en France avec un contrôle étroit des moyens d'expression. Les socialistes se sont ralliés massivement à cette guerre. Les mouvements de protestations, les proclamations pacifistes, tout fut étouffé. La CGT de Léon Jouhaux qui se revendiquait pourtant des engagements pacifistes de l'Internationale participa à compter du 26 octobre 1914 au Gouvernement d'Union nationale. L'ensemble du pays se mobilisa. Les troupes allemandes avaient envahi le territoire national.

Il a fallu attendre que la guerre « saigne » pour que soit de nouveau entendue l'*Internationale*, la musique commençait à changer. La *REP* qui pourtant n'hésitait pas à rendre compte des Congrès ouvriers, ce qu'elle fit d'ailleurs dans le quatrième

---

<sup>10</sup> Luxembourg, 1916.

numéro de 1918 (p. 394-410), fut silencieuse sur le Congrès<sup>11</sup> qui se tint à Zimmerwald les 5 et 8 septembre 1915. Cela ne signifie pas que le Congrès était ignoré, il fut seulement tu. Il est important de rappeler la déclaration commune des représentants allemands et français. C'était un autre ton. Elle dénonçait la guerre, le piège qu'était l'« Union sacrée », faisait appel au droit des peuples à disposer de leur sort, et refusait toute annexion :

Après un an de massacre, le caractère impérialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage.

Les masses populaires furent entraînées dans cette guerre par l'« Union sacrée », constituée dans tous les pays par les profiteurs du régime capitaliste, lui ont donné le caractère d'une lutte de races, de défense des droits respectifs et des libertés. C'est sous l'impulsion de ces sentiments que, dans chaque pays, une très grande partie des forces ouvrières d'opposition ont été submergées par le nationalisme et, depuis, une presse aux ordres du pouvoir n'a cessé d'en accentuer le caractère.

[Elle demandait que la neutralité de la Belgique] soit rétablie dans toute son intégralité et indépendance.

L'occupation de pays entiers ou de provinces ne doit pas aboutir à une annexion. Nous disons donc : Pas d'annexions, effectives ou masquées ! Pas d'incorporations économiques forcées, imposées, qui deviendraient encore plus intolérables par le fait consécutif de la spoliation des droits politiques des intéressés !

Nous disons que le droit des populations de disposer de leur sort doit être rigoureusement observé. (« Déclaration franco-allemande commune aux socialistes et syndicalistes français et allemands », *Conférence de Zimmerwald*, 1915)

L'importance de cette conférence tient d'abord qu'elle est bien loin la « paix sans victoire » proposée aux belligérants par le président Wilson. Ensuite elle indique que la revendication des peuples à disposer librement d'eux-mêmes n'était pas chose neuve, en 1915 elle faisait partie du bagage des internationaux. Bien entendu cette protestation n'était que peu de choses. Une dénonciation sans plus, la capacité politique pour s'opposer au conflit faisait défaut<sup>12</sup>. Elle n'annonçait pas moins les changements à venir.

Le second élément du contexte était que les belligérants n'envisageaient qu'une « guerre courte », tant pour des raisons militaires (stratégie et instruments de guerre) qu'économiques le coût de ces mêmes armements. La Guerre entre la France et l'Allemagne en 1870-1871, n'avait-elle pas été « réglée » en quelques semaines<sup>13</sup> ? Cette affirmation de la fin d'une guerre courte avec ses conséquences fut le *leitmotiv* des premiers articles de la *REP* comme des suivants. L'industrie dû se remettre à produire en urgence des munitions des armements, tout ou presque avait consommé dans ces premiers mois du conflit. La guerre des tranchées commença par un manque d'obus ! Il y fut remédié. Les articles publiés par la *REP* portèrent sur la situation économique de la France, mais peu sur son organisation

<sup>11</sup> Les représentants des Partis socialistes officiels qui avaient voté les crédits de guerre (l'Allemagne) ou qui s'étaient engagés dans la voie de la politique gouvernementale (la France) ne furent pas invités. Les délégués français furent Albert Bourderon et Adolphe Merrheim. Par la suite ce dernier modifia sa position, il rejoignit Léon Jouhaud qui participait, lui, à l'« Union sacrée » n'hésita pas à le citer lors des Congrès des Métaux de juillet 1918 (1918, p. 408).

<sup>12</sup> Ce que reprochèrent les représentants de la délégation russe, Lénine, Zinoviev, Radek et de la délégation suédoise et norvégienne, Höglund et Nerman.

<sup>13</sup> La Grande-Bretagne s'était alors déclarée neutre. Ce ne fut plus le cas en 1914.

industrielle, par contre il y eut un suivi systématique de la capacité de l'Allemagne à supporter le coût de la guerre tant en matière financière que d'alimentation ainsi qu'une analyse de l'organisation industrielle qui lui permit d'assurer la production d'armement malgré le blocus pourtant présent dès les premiers instants du conflit.

Le troisième élément du contexte c'est le basculement de la zone d'influence. Les États-Unis d'Amérique devinrent la première puissance du monde.

Le quatrième élément tient aux auteurs. Bien des universitaires susceptibles de publier dans la *Revue* étaient mobilisés dans des régiments d'active ou dans des structures administratives comme Bertrand Nogaro ou William Oualid. Cela réduisait d'autant le nombre des articles même si certains furent envoyés depuis le front.

Le cinquième élément fut le nationalisme. Il était proclamé, revendiqué. Une double constante se manifesta d'article en article. La première était la certitude de l'agression préméditée de l'Empire d'Allemagne<sup>14</sup>, accompagnée de destructions comme l'incendie de la bibliothèque de l'Université catholique de Louvain suivi du bombardement de la cathédrale de Reims<sup>15</sup>. Chacun des belligérants menait sa propre campagne propagande en direction des « neutres » (la Hollande, l'Espagne, la Suisse et surtout les États-Unis [jusqu'aux débuts de 1917]<sup>16</sup>) afin d'assurer qu'ils n'étaient en rien des agresseurs mais des agressés, le « droit » était de leur côté. L'histoire trancha. La seconde certitude était celle de la victoire de l'Entente. Il ne manqua pas d'articles dans la *REP* envisageant (il ne pouvait être question de prévisions, ni même d'anticipations – d'ailleurs cette notion n'était pas présente au moins dans les articles que nous avons lus) : quelle pouvait être la structure économique sociale de la France « après » ? Quels changements sociaux cette guerre entraînerait une fois que tout serait fini ? Toutes ces questions avaient un même fond l'Entente avait vaincu.

Enfin il nous faut mentionner un élément central pour la compréhension de toute l'information d'alors qu'elle provienne de la presse, des revues telle la *REP*, voir des livres<sup>17</sup> : la censure. Elle fut instaurée dès les premiers bruits de bottes, le 30 juillet 1914, elle ne fut levée que le 12 octobre 1919. Elle fut l'objet d'une loi votée le 5 août 1914. La loi était brève (une colonne du *J.O.* du 6 août 1914) en voici quelques éléments :

Art. 1<sup>er</sup> - Il est interdit de publier (...) des informations et renseignements, autres que ceux qui seraient communiqués par le Gouvernement ou le commandement, sur les points suivants : (...) Effectifs des blessés, tués ou prisonniers. (...) Et, en général, toute information

<sup>14</sup> Le *Centre d'Études et Documents sur la Guerre* créé, dès 1914, par Jacques Hadamard et Émile Durkheim, puis présidé par Lavissee eut un rôle important publiant des études montrant que la France était le pays agressé et non l'agresseur (Cf. Thiers, 2005). Parmi ces études on peut mentionner celle de Durkheim & Denis (1915).

<sup>15</sup> À l'Exposition Universelle de Chicago en 1915, en réponse à ces destructions, la France présenta une bibliothèque assurant ainsi le monde de l'importance de sa culture : « Deux volumes réunirent un florilège de contributions de circonstances écrites par les grands représentants français de toutes les disciplines. Bergson en philosophie, Durkheim en sociologie, Le Dantec en biologie, Charles Gide en économie, s'appliquaient à démontrer, sous la direction du physicien et frère de président de la République, Lucien Poincaré, qu'il existait bel et bien une science nationale surpassant toutes ses concurrentes » (Prochasson, 2014). Dans l'article si les références à Durkheim et à Bergson ne faisaient pas défaut, le seul économiste mentionné fut Gide (RT).

<sup>16</sup> La propagande en direction des « neutres » n'était pas qu'une lutte pour l'image, « la civilisation » contre la « barbarie », elle visait aussi les assurer que la victoire serait de leur côté. C'est logique. « On » hésite à prêter à ceux dont on anticipe la défaite, il y a de très fortes chances qu'ils ne puissent rembourser.

<sup>17</sup> *Le Feu (Journal d'une escouade)*, d'Henri Barbusse, obtint le Prix Goncourt en 1916. Il fut interdit d'un même mouvement au même moment.

ou article concernant les opérations militaires ou diplomatiques de nature à favoriser l'ennemi et à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations ; (...)  
 Art. 3 - L'introduction en France, la circulation et mise en vente ou distribution de journaux, brochures, écrits de toute nature publiés à l'étranger pourra être interdite par simple arrêté du ministre de l'intérieur (...)<sup>18</sup>.

La *REP*, comme tout imprimé s'y soumit. Les auteurs comme la direction de la *Revue* y furent très attentifs. Un article de Gide fut censuré. L'agression de la Belgique, le viol de sa neutralité par les armées allemandes furent dûment consignés dans le Traité de Versailles. Dans la Partie VIII, celle qui traitait des *Réparations*, à l'article des *Dispositions générales*, on lit la justification pleine et entière, *en droit*, soulignons-le, des demandes de réparations : chacun, personne physique, personne morale ou nation, est responsable des dommages que son action a pu causer. Citons ce court article :

Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre, qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés (art. 231).

Avec l'entrée en guerre de l'Angleterre le 4 août 1914, le blocus se mit en place.

Les Empires centraux se trouvaient dans la position des villes assiégées des temps anciens. La privation de matières premières, de biens nécessaires à la production, de nourriture avec la faim de tous, civils et militaires, étaient des armes tout autant que les flèches, les pierres des balistes et trébuchets ou les boulets des canons. Mais, cette fois c'était à une toute autre échelle. Ce n'était plus des places fortes, des villes qu'il convenait d'affamer mais des nations. La « guerre de siège » devint la « guerre économique », toute la nation était engagée, l'arrière comme le front, c'était la « guerre totale ». Une guerre dont les dimensions dépassaient tout ce qui avait eu lieu « avant » (Farrar, 2013).

Le blocus terrestre incombait la France. Le blocus maritime, l'enjeu principal, revint à la Grande-Bretagne. La guerre maritime s'intensifia, la marine allemande s'efforçant de résister aux blocus en torpillant les navires de l'Entente. Le 13 mars 1915 l'Entente face au regain de la guerre sous-marine resserra le blocus, elle ajouta à la Convention de Londres de 1914 « des mesures de représailles en vue d'empêcher les marchandises de toute nature de pénétrer en Allemagne ou d'en sortir » (Clerc-Rampal, 1919). De torpillage en torpillage, les États-Unis entrèrent en guerre le 6 avril 1917.

Dans cet article nous avons choisi une présentation chronologique, suivant la *REP* année après année. Les numéros de la *REP* d'une même année sont reliés de sorte qu'ils constituent *un* ouvrage avec *une* table de matière des articles publiés. Cette volonté de constituer un ouvrage se manifeste on ne peut plus clairement dans

---

<sup>18</sup> Nous verrons ci-dessous que malgré cette interdiction générale les auteurs, tel Charles Rist, ont souvent renvoyé à des périodiques allemands. Cependant ce ne devait pas être la chose aisée puisque Charles Gide, en 1917, lors de la recension, fort critique, d'un ouvrage de Georges Blondel (*La dernière étape. La paix qu'il nous faut*) remercia l'auteur de citer abondamment la presse allemande car « les journaux allemands sont interdits en France tandis que les journaux français entrent à peu près librement en Allemagne » (1917, p. 248).



la pagination : le premier numéro de l'année commence à la page 1 et la pagination s'arrête à la dernière page du dernier numéro de l'année.

Aussi toute indication de date suivie de la page, renvoie à un article de la *REP* de l'année à la page indiquée.

Les événements, les décisions et proclamations évidemment ne suivent pas le calendrier de parution des revues. Aussi nombre d'événements et décisions de fin d'année ne firent l'objet d'articles que l'année suivante.

## L'ANNEE 1914

Cette première année de guerre la *Revue d'économie politique* publia encore six numéros bien que la publication ait été momentanément suspendue. Par la suite, de 1915 à 1918 (inclus), la *REP* ne publia que cinq numéros par an, ils continuèrent, cependant, à être reliés entre eux comme antérieurement. A compter de 1919 la *REP* revint à son rythme antérieur, six numéros par an.

En 1914, seuls deux articles traitèrent du conflit suivis de trois courtes Notes. Il s'agit de :

- « Le rôle des facteurs économiques dans la guerre franco-allemande », X ..., (N°5, p. 537-548)<sup>19</sup>.
  - « La guerre et la question sociale », Charles Gide, (N°6, p. 613-622).
- suivis des
- NOTES ET MEMORANDA, signés des initiales J.L. (sans doute Jean Lescure) :
  - I- « L'exposé des motifs du Ministre des Finances sur le projet de loi relatif au douzièmes provisoires », (N°6, p. 656-683),
  - II - « Les lois allemandes financières et économiques de mobilisation » (N°6, p. 684-704),
  - III - « Le trésor de guerre privé français au moment de la déclaration de guerre », (N°6, p. 704-705).

Les deux articles furent écrits et publiés *après* le mois de septembre 1914. L'orage était passé. Les troupes allemandes avaient été arrêtées lors de la première bataille de la Marne du 4 au 11 septembre. Elles durent reculer. Alors commença « la bataille des tranchées ». La notion « guerre courte » était enterrée, cependant il est évident qu'alors nul ne pouvait avancer une quelconque date pour la fin du conflit. La seule certitude est que cette guerre ne pouvait plus s'appuyer sur les enseignements des guerres précédentes.

Si l'on y prête attention certaines bizarreries marquent ces articles.

La première consiste en leur date de parution. Il semble que celle-ci soit inversée par rapport à leur date de rédaction. Le premier article, signé X..., fut publié *avant* celui de Charles Gide même s'il fut écrit *après*<sup>20</sup>.

<sup>19</sup> Plusieurs articles de la *REP* furent publiés de façon anonyme. Cet anonymat protecteur a un inconvénient : il ne permet pas de savoir s'il y eut un ou plusieurs auteurs. Cependant d'une part le ton des articles et, d'autre part, la façon de privilégier *les données en nature*, la dimension monétaire n'étant envisagée que d'un point de vue financier, laissent à penser que la plupart des articles signés X..., sont d'un seul et même auteur et que celui-ci n'était pas un économiste de formation.

<sup>20</sup> L'article renvoie à des revues allemandes de novembre-décembre 1914, telle la *Kölnische Zeitung* du 12 décembre 1914. Cela signifie indubitablement que l'article fut écrit *après cette date*. L'article de Gide, lui, reprenait la leçon qu'il prononça le 11 novembre 1914 pour l'ouverture de son cours d'*Économie sociale comparée* à la Faculté de Droit de Paris.

La seconde est que cet article anonyme semble donner le ton aux publications à venir dans la *Revue*.

- D'abord dans cet article que les éditeurs de la revue soulignèrent la reprise de la publication de la *REP* : « C'est pourquoi, au moment où cette Revue reprend sa publication momentanément suspendue ... » (1914, p. 537). La cause du retard à la publication du numéro 5, n'est même pas mentionnée, c'est l'évidence même. On ne mentionne pas l'évidence. Cependant nulle part dans le recueil annuel, la date de parution effective des numéros 5 et 6 n'est mentionnée. Certes des économistes qui publiaient dans la *REP* ont été mobilisés ou bien sont pris dans les tâches d'administration, ils ne publient plus. Rien n'est dit cependant. La normalité s'impose au fait de guerre.

- Ensuite cet anonyme décrit quelles étaient les causes profondes de cette agression puis présenta une thématique en trois points, la même que l'on retrouva dans les publications ultérieures de la *REP*. En effet, à lire les numéros de la *REP* de 1914 à 1918, on s'aperçoit que l'article anonyme énonça les trois grands thèmes de la plupart des articles à venir<sup>21</sup>: 1) le financement de la guerre. 2) Une appréciation de la capacité de l'Allemagne à résister à un « blocus » face à la France et aux Alliés. Cette capacité fut analysée en considérant les quantités des biens davantage que leurs prix, comme si dans le conflit la valeur d'usage prenait le pas sur la valeur d'échange. 3) Enfin, la « victoire » acquise, comment s'assurer de « l'innocuité » de l'Allemagne : les réparations et les indemnités.

L'article anonyme s'ouvre par une présentation des causes et de l'origine de la guerre. Comme le lecteur pouvait s'y attendre, l'agresseur ne pouvait être que l'Empire d'Allemagne avec ses alliés et les causes de l'agression, économiques :

Il est un point qui paraît acquis à cette heure : l'importance des facteurs économiques dans le conflit européen. Il y a dans leur étude une preuve nouvelle de la préméditation allemande, une raison nouvelle d'espérer dans le succès de nos armes. C'est pourquoi, au moment où cette Revue reprend sa publication momentanément suspendue, nous lui donnons une étude d'ensemble du rôle des facteurs économiques dans la guerre franco-allemande.

Qu'il nous soit permis d'en faire hommage à nos héroïques soldats qui accomplissent vaillamment la tâche glorieuse de reconquérir à notre pays la place éminente qui lui parut être un moment contestée à la suite de nos désastres de 1870-1871.

La guerre de 1914 nous apparaît, en effet, comme une guerre autant économique que politique. Dans sa préparation, dans sa déclaration, dans ses causes, dans son évolution même, elle est économique. Elle devra l'être dans sa conclusion ; car seul l'affaiblissement économique de l'Allemagne assurera son innocuité politique (1914, p. 537)<sup>22</sup>.

### ***1) L'économie et la finance d'abord !***

L'importance de la dimension économique de tout conflit est de connaissance commune, mais comment spécifier les « facteurs économiques » ? Les facteurs économiques apparaissent à deux moments distincts : d'abord à l'origine du conflit, ensuite comme des facteurs stratégiques militaires.

<sup>21</sup> Peut-être n'est-ce là qu'une coïncidence ? Il n'y eut pas de publication de données touchant l'industrie (*a fortiori* l'industrie liée aux armements) et l'agriculture de la France (l'alimentation était une variable stratégique). Les autorités étaient vigilantes. La censure concerna la *REP*. Conformément à la loi du 5 août 1914, un article de Charles Gide (1916, p. 325-339) qui mentionnait le nombre total des morts et disparus, celui des paysans invalides et celui des forces mobilisées fut censuré.

<sup>22</sup> Les références indiquées par la seule page, précédée de la date de l'année, renvoient au numéro de la *REP* présenté. Ici, c'est le volume xxviii, de 1914.

## 1°. La France et l'Empire d'Allemagne : revanche et conquêtes impériales

Les principales conséquences pour la France de la défaite de 1870-1871 furent<sup>23</sup> : 1) la mainmise de l'Allemagne sur l'Alsace et la Lorraine devenues *Reichsland* (« Terres d'Empire ») ; 2) l'indemnité à payer au vainqueur ; 3) le retour à la République avec la reddition de Napoléon III, et 4) la grande peur suscitée par la Commune de Paris. La Commune de Paris réduite, l'indemnité payée, restait la question des provinces annexées. Elles ne figurent pas parmi les causes à l'origine du conflit, seulement comme un facteur d'arrière-plan.

Le conflit était l'expression d'un antagonisme impérialiste. La volonté impérialiste de l'Empire d'Allemagne, en Europe comme dans le reste du monde, s'opposait aux impérialismes français et britanniques. L'impérialisme allemand avait deux aspects : la revanche et la conquête

### - La revanche n'est pas celle à laquelle on s'attend

La revanche n'était pas du côté français entendant recouvrer ses provinces perdues en 1870, elle était du côté de l'Empire d'Allemagne.

L'Empire ne pouvait avoir, lui aussi, sa « part de colonies ». Les conquêtes sont là possibles mais il y a des empêchements, les entraves que mettent les Anglais et les Français à cette « légitime » extension des colonies ! De plus ils se sont largement « appropriés » des peuples et des territoires. Pour l'auteur anonyme de la *Revue*, l'attentat du 28 juin 1914, qualifié « d'incident » dans l'article, n'aurait été que le prétexte pour la revanche de l'échec du « coup d'Agadir » qui avait évincé l'Allemagne du Maroc :

Une Allemagne de 67 millions d'habitants ne se consolait pas d'avoir abandonné le magnifique domaine du Maroc en échange des marécages du Congo (*ib.*, p. 539).

Cette affirmation très elliptique appelle des précisions.

La première porte sur la genèse du « coup d'Agadir », la seconde sur son retentissement.

Le « coup d'Agadir » de juillet 1911 ne saurait se comprendre sans le « coup de Tanger » du 31 mars 1905. En 1905 la visite à Tanger de Guillaume II s'inscrivait dans la volonté de l'Allemagne de supplanter la France au Maroc. De très fortes tensions s'en suivirent. Elles se conclurent par une Conférence à Algésiras sous l'égide des États-Unis (le Président était alors Théodore Roosevelt) L'accord du 7 avril 1906 en est issu : la France conservait une position dominante au Maroc mais les autres nations (dont l'Allemagne !) n'auraient pas à être traitées de façon inégale en matière économique et financière (Tardieu, 1908). En 1911, les troupes françaises furent appelées par le pouvoir chérifien en conséquence d'un coup d'État contre le sultan Moulay Abd el Hafid, ce qui avait comme effet de placer le Maroc sous contrôle français. L'Allemagne en réaction envoya dans la rade d'Agadir, le 1<sup>er</sup> juillet 1911, la canonnière *SMSPanther* puis le croiseur *SMSBerlin* et la canonnière *SMSEber*, soulignant ainsi, s'il en était besoin, son intérêt pour le Maroc. Un conflit majeur entre la France et l'Allemagne s'annonçait à grand pas. Cependant la position

<sup>23</sup> Traité de Francfort, 26 février-10 mai 1871.

de l'Allemagne n'était pas assurée, la paix se maintint. Avec l'accord de Berlin du 4 novembre 1911, le Maroc demeura sous influence française<sup>24</sup>, en contrepartie l'Empire d'Allemagne reçut des territoires sub-sahariens sous contrôle français, au Congo et au Cameroun.

Le « coup d'Agadir » retentit comme un avertissement pour l'Allemagne : elle n'était pas aussi « forte » qu'elle le pensait. Voici ce qui est écrit dans un Rapport du 13 mars 1913, à propos de la genèse du programme militaire allemand :

Nous découvrons tous les jours combien sont profonds et durables les sentiments d'orgueil froissé et de rancunes contre nous provoqués par les événements de l'an dernier.

Le traité du 4 novembre 1911 est une profonde désillusion.

Le ressentiment éprouvé dans toutes les parties du pays est le même. Tous les Allemands, jusqu'aux socialistes, nous en veulent de leur avoir pris leur part du Maroc. (...) Il semblait, il y a un ou deux ans que les Allemands fussent partis à la conquête du monde. Ils s'estimaient assez forts pour que personne pour que personne n'osât entamer la lutte avec eux (...) Ils nous regardent avec 40 millions d'habitants, comme une nation secondaire.

Dans la crise de 1911, cette nation secondaire leur a tenu tête et l'Empereur et le Gouvernement ont cédé. L'opinion publique ne l'a pas pardonné ni à eux ni à nous. *Elle ne veut plus qu'un pareil fait puisse se reproduire (Livre Jaune, p. 2-4)*<sup>25</sup>.

Dans ce même *Livre Jaune* figure la « Note » du 19 mars 1913 destinée au Ministre de la guerre, puis transmise au Ministre des Affaires étrangères. Elle faisait état d'un « Rapport officiel et secret sur le renforcement de l'armée allemande ». Trois points furent mis en avant. Ils allaient dans le droit fil de la thèse défendue par les autorités françaises et l'article anonyme de la *REP* : celle d'une revanche de l'Allemagne pensée et méditée :

1°. La conférence d'Algésiras a enlevé les derniers doutes sur l'existence d'une entente entre la France, l'Angleterre et la Russie. Nous avons vu, d'autre part, que l'Autriche-Hongrie était obligée d'immobiliser des forces contre la Serbie et l'Italie ; enfin, notre flotte n'était pas, à ce moment-là, assez forte. (...) Il était clair déjà à cette époque qu'il serait indispensable de faire un grand effort.

2°. Les Français, ayant violé les conventions marocaines, amenèrent l'incident d'Agadir. A cette époque, les progrès de l'armée française, le relèvement moral de la nation, l'avance technique prise dans le domaine de l'aviation et dans celui des mitrailleuses rendait une attaque contre les Français moins facile que dans la période précédente. De plus il fallait s'attendre à une attaque de la flotte anglaise (...)

3°. La guerre des Balkans aurait pu nous entraîner à la guerre pour soutenir nos alliés (...)

En conclusion, il convenait de renforcer « l'armée active ». Ce renforcement ne prenait sens que sur une base démographique qui laissait un avantage certain à l'Empire d'Allemagne face à la France :

Les français peuvent armer tant qu'ils voudront, ils ne peuvent du jour au lendemain, augmenter leur population.

Ni les ridicules criailleries de revanche des chauvinistes Français, ni les grincements de dent des Anglais, ni les gestes désordonnés des Slaves ne nous détourneront de notre but qui est

<sup>24</sup> Le *Traité pour l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien* fut signé à Fès le 30 mars 1912.

<sup>25</sup> Comme il est précisé dans le Rapport de 1913, c'était la reprise d'un précédent rapport, celui de 1912. L'Attaché militaire auprès de l'Ambassade de France à Berlin, en 1913, considérait que la situation ne s'était aucunement modifiée et pour le signifier de la façon la plus nette il reprit longuement le rapport de son prédécesseur.

de fortifier et d'étendre le *Deutschtum* (puissance germanique) dans le monde entier (*Livre Jaune*, p. 9-10).

Les « remarques elliptiques » de l'auteur anonyme participaient, certes, du savoir commun d'alors mais elles sont également une sorte d'écho de la « voix » de la diplomatie française qu'étaient alors les Notes reprises dans le *Livre Jaune*. Toutes vont toutes le même sens : la France est pays agressé, sa guerre est légitime, ce point de vue est d'autant plus argumenté que la France, elle-même se présente comme terre de conquête.

### **- La conquête**

La volonté de conquête de l'Allemagne ne se limitait pas au Maroc, elle visait de nouvelles annexions en France :

Nos colonies françaises de l'Afrique du Nord, notre riche bassin de Briey, lui semblèrent un terrain de choix autant qu'une proie facile (...) La colossale métallurgie allemande importait de plus en plus de minerais de Briey, et devant l'épuisement des mines du Luxembourg, la moindre valeur du bassin lorrain annexé, Briey devait devenir la grande réserve allemande de minerai de fer (*ib.*, p. 539).

L'Allemagne avec le fer Lorrain et le charbon de la Ruhr serait alors devenue LA puissance économique, politique et militaire continentale.

Cette volonté de conquête du bassin minier de Briey se trouve dans les « Notes du Chancelier du Reich, Theobald von Bethmann Hollweg en date du 9 septembre 1914 » ou *Septemberprogramm*. L'importance de ces « Notes » tient à leur auteur, il ne s'agit nullement d'un essayiste éloigné du pouvoir mais d'un personnage des plus considérables, le Chancelier du Reich qui joua un rôle clef dans les pourparlers de juillet 1914.

Les « Notes » énonçaient les mesures que l'Empire d'Allemagne aurait à imposer en Europe une fois la victoire acquise, ce qui ne pouvait manquer d'être selon le Chancelier. Pour assurer la sécurité de l'Empire allemand il convenait de prendre des mesures à l'Ouest comme à l'Est. A l'Ouest, c'était l'annexion du Luxembourg et la vassalisation de la Belgique. Qu'en était-il pour la France ? C'était tout aussi net :

La France devra en tout cas céder le bassin de Briey, son minerai étant nécessaire à notre industrie. Il lui faudra en outre verser une indemnité de guerre payable par fractions, qui devra être d'un montant suffisamment élevé pour que la France ne puisse pas consacrer d'importants moyens à son réarmement au cours des quinze à vingt prochaines années. Il nous faut enfin un traité de commerce qui place la France sous la dépendance économique de l'Allemagne, en fasse une zone d'exportation de nos produits et nous permette d'évincer le commerce anglais de la France (Bethmann Hollweg, *in* Cazes, 2002, p. 496).

A l'Est, il convenait de « repousser la Russie aussi loin que possible des frontières allemandes ». Bref, avec sa victoire, l'Allemagne s'assurerait de l'hégémonie totale sur l'Europe continentale<sup>26</sup>. Ces « Notes » sont datées du 9

---

<sup>26</sup> Les « Notes du chancelier du Reich Theobald von Bethmann Hollweg sur les directives en vue de la conclusion de la paix avec un courrier à Clemens Delbrück, secrétaire d'État au ministre de l'Intérieur, en date du 9 septembre 1914 » furent découvertes par Fisher (1961), elles sont traduites en français dans Cazes (2002), p.

septembre 1914, la première bataille de la Marne n'était pas encore conclue. Ces propos de conquête étaient le reflet de la marche victorieuse des troupes allemandes. À Berlin la victoire ne faisait aucun doute. Après le 11 septembre 1914, les troupes allemandes stoppées reculèrent, se retranchèrent derrière l'Aisne. La longue guerre commençait. La note fut remise.

Rien n'est dit, dans l'article, quant au conflit d'intérêt naval et commercial entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Il y eut une mission diplomatique à Londres, du prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne, pour essayer maintenir le Royaume Uni dans une position de neutralité, comme en 1870-1871.

## **2°. L'économie en temps de guerre : la finance et l'alimentation**

La question des capacités militaires ne fut pas abordée dans la *REP*, pas plus que l'organisation de la production industrielle. Est-ce que la censure veillait ? L'auteur ne retint que deux facteurs économiques : le « Trésor de guerre » et la capacité à nourrir la population, combattants *et* civils.

### **- Finance et monnaie**

Une préparation militaire conséquente, pour l'auteur, passe d'abord par la constitution d'un « Trésor de guerre » conséquent pour financer les dépenses de guerre. En l'occurrence il s'agissait, pour l'Allemagne, de constituer un stock d'or suffisant, afin que :

les banquiers allemands cessent de répondre à l'empereur en mal de déclaration de guerre :  
« Sire nous n'avons même pas de quoi mobiliser » (1914, p. 538).

Cette augmentation du stock d'or fut acquise grâce à un usage massif du papier monnaie pour la circulation intérieure<sup>27</sup>.

### **- L'alimentation et les matières premières**

En matière de production, l'attention de l'auteur dans cet article et dans les articles à venir (souvent signés X ..., mais pas toujours) ne porta que sur les conditions d'existence en Allemagne. La situation de la population civile et militaire était devenue un enjeu stratégique, peu fut publié sur ces questions en qui concerne la France ou ses alliés.<sup>28</sup> Si en matière de monnaie et de finance l'article fut notamment bref il n'en fut pas de même pour l'alimentation et les matières premières. L'essentiel de l'article est consacré à cette question.

Même la date d'entrer en guerre, d'après l'auteur, aurait été déterminée en fonction de la quantité de biens d'alimentation disponibles. Comme l'État-major allemand envisageait une guerre courte à l'Ouest. Une fois que tout était prêt il suffisait d'attendre l'occasion :

L'incident qui devait déchaîner la guerre datait du 28 juin 1914 ; or on attend un mois, c'est-à-dire la récolte, pour le transformer en *casus belli* (*ib.*, p. 539).

---

496-497. Il ne semble pas que ces « Notes » aient été connues à Versailles lors des discussions sur le montant des indemnités à demander à l'Allemagne, du moins il n'en est pas fait état.

<sup>27</sup> Ce n'était là ni une conception ni une pratique spécifique au monde germanique mais une pratique tout à fait généralisée (Gide, 1916, p. 81-95).

<sup>28</sup> La nécessité du pétrole n'était pas aussi cruciale en ce début du conflit comme elle le devint dans les années suivantes.

L'Ambassadeur d'Allemagne à Londres l'Angleterre, le prince Lichnowski, « crut pouvoir se porter fort de la neutralité britannique » dans le conflit entre la France et l'Allemagne (*ib.*, p. 539).<sup>29</sup> C'était là une tentative de reproduire la situation de 1870-1871 : une Grande-Bretagne neutre et un « blocus » maritime inexistant. Ce fut un échec.

La Grande-Bretagne ne fut pas neutre. L'appui financier anglais fut assuré, le blocus maritime de l'Allemagne avec. L'auteur anonyme établit une sorte d'équivalence sur ce dernier point qui ressemble plus à des arguments de « propagande » qu'à une évaluation un tant soit peu fondée : le « blocus » maritime causerait plus de tort à l'Allemagne que l'occupation par celle-ci que l'occupation du Nord et de l'Est de la France<sup>30</sup>. Cela signifie aussi, au moins implicitement, que cet auteur anonyme accepte l'idée que la guerre ne sera pas courte comme les « économistes » et autres experts l'annonçaient mais longue. Cela s'exprime ainsi, dans son article, les Alliés seraient plus aptes que les Allemands pour mener une guerre longue :

le blocus des mers par la flotte franco-britannique est infiniment plus grave pour l'Allemagne que l'occupation momentanée du Nord et de l'Est de la France par les armées allemandes. L'industrie anglaise supplée sans peine l'industrie française. Il n'est pas pour l'Allemagne de succédané de la liberté des mers, ou, s'il en est un, le commerce neutre, il est possible aux Alliés de le rendre inoffensif. (*ib.*, p. 541).

#### C'était d'autant plus important que

L'état-major allemand prévoyait une guerre courte du côté français, plus longue du côté russe. Mais une victoire en France dès le début résolvait le problème du ravitaillement. (...) La guerre s'est transformée en une guerre de siège. La récolte est tout au plus moyenne. Le problème de l'alimentation de l'Allemagne préoccupe de plus en plus les milieux officiels allemands (*ib.*, p. 542)<sup>31</sup>.

<sup>29</sup> L'auteur renvoya, en note, au *Livre Jaune*, p. 189. Dans l'édition que nous avons consultée les références ne sont pas celles de l'auteur (la page indiquée ne fait état que des échanges épistolaires entre le Tsar Nicolas et l'Empereur Guillaume II). Il semblerait qu'il renvoie à la note du 27 juillet 1914, de M. de Fleuriau, chargé d'affaires de France à Londres pour M. Étienne-Martin, Ministre des Affaires étrangères. Comme elle brève citons-la *in extenso* : « L'Ambassadeur d'Allemagne et l'Ambassadeur d'Autriche laissent entendre qu'ils sont sûrs de la neutralité anglaise si un conflit venait à éclater. Sir Nicholson m'a dit que, cependant, le prince Lichnowski ne pouvait, après la conversation qu'il a eue avec lui aujourd'hui, conserver aucun doute sur la liberté qu'entendait garder le Gouvernement britannique d'intervenir au cas où il le jugerait utile. L'Ambassadeur d'Allemagne n'aura pas manqué d'être frappé de cette déclaration mais pour peser sur l'Allemagne et pour éviter un conflit, il semble indispensable que celle-ci soit amenée à tenir pour certain qu'elle trouverait l'Angleterre et la Russie aux côtés de la France » (*Livre Jaune*, p. 70).

<sup>30</sup> L'affirmation de X... quant à l'efficacité du blocus semble quelque peu prématurée. Selon Martin-Saint-Léon (1926, p. 245-283) trois périodes sont à considérer: 1) d'août 1914 au 31 décembre 1915 où le blocus se mit en place avec une efficacité assez faible; 2) de janvier 1916 au 31 décembre 1917 où le blocus fut efficace 3) de janvier 1918 au mois de novembre 1918 où il fut décisif.

<sup>31</sup> A l'image sans doute de la guerre de 1870-1871 où l'issue fut acquise en quelques semaines. Napoléon III déclara la guerre le 19 juillet et le 2 septembre 1870 il rendit les armes à Sedan. Le 4 septembre la République en France fut déclarée, l'Empire d'Allemagne fut proclamé dans la Galerie des glaces à Versailles le 18 janvier 1871 face au nouveau pouvoir politique français. La résistance militaire se poursuivit jusqu'au traité de paix du 10 mai 1871 à Francfort, mais le cours de la guerre ne pouvait être renversé. La Commune d'un Paris assiégée par les troupes prussiennes demeura une question propre à la France (*cf.* Milzea, 2009 ; Roth, 1990). Le contrecoup de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine fut la méfiance du Royaume-Uni, l'équilibre « politique » et « économique » sur le continent était rompu au profit de l'Allemagne (*cf.* Piettre, 2012). Ce nouvel état des choses contribua, sans doute aucun, au changement d'attitude de l'Angleterre quant à sa politique de neutralité.

Le « blocus » transforma les Empires centraux en forteresse assiégée. La guerre de mouvement des premiers mois du conflit se transforma en guerre de siège : l'approvisionnement en biens alimentaires et matières premières devint l'obsession des dirigeants des Empires centraux, cela concernait autant les civils que les militaires.

### **3°. Les indemnités : un tribut ou une sécurité ?**

La conclusion de l'article a un ton de revanche, éloigné de ce qui était publié dans la *REP* jusqu'alors. C'était l'annonce des articles à venir dans la *REP* (comme dans les autres revues économiques françaises) ainsi que l'attitude de la Commission française lors du Traité de Versailles :

Mais c'est au moment de la conclusion de la paix que des clauses d'ordre économique devront être insérées dans le traité. Sans parler du coup terrible porté à l'Allemagne par la perte de la Lorraine, il importera d'assurer à notre pays la situation industrielle qui appartenait hier à l'Allemagne. Certaines clauses économiques, porteront durablement à nos ennemis un coup plus sensible que l'annexion de plusieurs districts allemands. Il serait encore prématuré de les énumérer. Mais que notre diplomatie serait impardonnable de n'y pas songer dès maintenant » (*ib.*, p. 548)

## **II) Une dimension sociale sans internationalisme**

Si on peut avoir quelques doutes sur la formation d'économiste de X..., le signataire du premier article publié par la *REP* à propos de la guerre, il n'en est pas de même de Charles Gide.

L'article publié reprenait la leçon inaugurale de son cours d'*Économie sociale comparée* du 11 novembre 1914<sup>32</sup>. Il développa son analyse en trois points, la dimension économique étant reléguée à l'arrière-plan<sup>33</sup>.

### **1°. Le politique d'abord !**

La position de Gide fut politique. L'ambiguïté était exclue. Gide dénonça les illusions des organisations ouvrières regroupées dans l'Internationale. La question sociale avait cessé d'être et l'Internationale ouvrière aussi ! Ce fut la dénonciation de Marx et de son « matérialisme historique ». Ce fut une double affirmation, celle du primat des passions sur les intérêts strictement matériels et celle du primat de la dimension nationale sur la question sociale.

Le lyrisme, est peu fréquent dans les écrits d'économistes mais il se manifeste à l'envi dans cette longue citation. Charles Gide y affirma ses conceptions, pas de Révolution, pas de « grève générale », mais un processus de transformation :

La transformation et l'avenir du salariat, tel est le sujet que j'avais choisi pour notre cours cette année, le croyant actuel. Mais maintenant qui songe à l'avenir du salariat ! C'est l'avenir de notre pays qui seul oppresse tous les cœurs. Qui se préoccupe de la question sociale ? Il n'y en a plus.

Il n'y a même plus de socialisme international : son effondrement a été la première et une des plus grandes surprises de la guerre actuelle. Dans les innombrables études consacrées depuis quarante ans à la guerre future, que de fois on avait fait entrer dans les

<sup>32</sup> Ce cours (financé par la Fondation comtesse de Chambrun) ne figurait pas au programme des examens de la Faculté de Droit, on pourrait le qualifier de « cours libre ».

<sup>33</sup> Il ne se prononça pas, là, sur une quelconque durée du conflit indiquant seulement, « de cette ruée qui met aux prises 20 millions de combattants » même si, ajouta-t-il, « elle finira par s'épuiser » (1914, p. 617).



prévisions ce facteur ! que de fois on s'était demandé s'il ne serait pas de taille à empêcher la guerre ou du moins, la guerre une fois déclarée, à entraver la mobilisation par la grève générale, éventualité qui semblait tout particulièrement menaçante pour la France<sup>34</sup>. Que de fois on nous avait dit que pour la classe ouvrière il n'y avait plus de guerre de nations, mais seulement la lutte des classes ! Que de fois nous avons entendu répéter le cri du fameux manifeste de Marx et Engels : Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! Un seul drapeau pour tous, le drapeau rouge, un seul chant, l'Internationale.

Et voilà que sitôt les décrets de mobilisation lancés, sans hésitations, sans-à-coups, sans dissidences, tous les socialistes de chaque pays se sont groupés sous leur drapeau respectif et au chant de leur hymne national. Ce ne sont pas seulement les démocrates socialistes allemands qui ont marché - on s'y attendait - ce sont tous les socialistes, tous les syndicalistes, tous les anarchistes, tous les antimilitaristes français, qui par la bouche du secrétaire de la Confédération Générale du Travail, ont déclaré qu'ils étaient tous prêts à marcher à l'ennemi<sup>35</sup>.

(...)

Contrairement à toutes les déclarations des congrès socialistes internationaux, les ouvriers ont oublié qu'ils étaient prolétaires pour se sentir seulement Allemands ou Français. Et c'est la thèse du « matérialisme historique » qui s'est trouvée ainsi en faillite, puisqu'on a vu combien plus fortes pour soulever les hommes étaient les passions que les intérêts (*ib.*, p. 613-614)<sup>36</sup>.

Le pessimisme de de Charles Gide était d'actualité. La première réaction des « internationaux » aux désastres de la guerre dût attendre la *Conférence de Zimmerwald* (Suisse) les 5 et 8 septembre 1915. Ni la SFIO, ni le parti Social-Démocrate allemands n'avaient été invités en tant que tels, ils participaient à l'effort de guerre ! Parmi les signataires de l'appel, on peut citer : deux français, syndicalistes, A. Merrheim (Fédération des Métaux) et A. Bourderon (Fédération du Tonneaux) et deux Allemands, députés, A. Hoffman (Landtag prussien) et G. Ledebour (Reichstag).

## 2°. La hiérarchie sociale apprendrait-elle de la hiérarchie militaire ?

Un proverbe, me semble-t-il, peut rendre compte de la complexité des développements de Gide : *Il n'est de mal dont ne puisse naître un bien*.

La hiérarchie militaire, au moins dans un premier temps, est distincte des catégories de la vie civile et les inégalités sociales disparaissent : « Riches et pauvres, fils de princes ou de paysans se trouvent confondus sous le même uniforme » (*ib.*, p. 615). Les débiteurs ont vu leurs dettes abolies ou ajournées *sine die*, le marché ne régule plus les prix, les denrées nécessaires à la vie dans nombre de pays sont soit réquisitionnées soit tarifées, des familles de réfugiés et de mobilisés sont

<sup>34</sup> Il est fort probable que Gide fasse référence au Congrès de Bâle les 24 et 25 novembre 1912, en plein conflit Austro-Serbe (la guerre des Balkans) ainsi qu'aux manifestations anti-guerre qui avaient culminées par un gigantesque meeting à la butte du Chapeau Rouge le 25 mai 1913. Jaurès intervint longuement à ce Congrès « Nous devons nous rendre partout pour porter dans les masses la conscience de notre action, nous devons encore une fois confirmer dans tous les Parlements que nous voulons la paix » disait-il (*Congrès international extraordinaire de Bâle*, p. 26). Au Congrès de Bâle la délégation française était la plus fournie avec 127 délégués, dont Albert Thomas. La guerre déclarée, le 26 août 1914, celui-ci devint sous-secrétaire d'État à l'artillerie et à l'équipement militaire dans le ministère Viviani, puis ultérieurement Ministre de l'armement.

<sup>35</sup> L'illusion qu'une guerre européenne ne pouvait pas être possible ne se limita pas au monde ouvrier. Elle était partagée par le monde de la finance, mais avec d'autres arguments que la « grève générale ». L'inter-connection des relations bancaires était telle qu'une guerre provoquerait des désordres si graves et si généraux qu'elle conduirait à la paix au plus vite (Angell, 1910).

<sup>36</sup> Puisque la « passion nationale » est mise en avant on ne peut que s'étonner que Charles Gide n'ait fait pas référence dans l'article même à l'assassinat de Jean Jaurès le 31 juillet 1914.

entretenues par l'État. L'État est partout, il conteste même la propriété privée. En somme :

Ne sont-ce pas là tous les caractères d'une société déjà arrivée au régime collectiviste ? Et qu'est-ce que le Grand soir, en admettant qu'il réussît, pourrait donner de plus ? (*ib.*, p. 616-617).

Cela s'accompagne d'un renversement des « valeurs », maintenant, la valeur « la plus précieuse de toutes, qui est la vie, se trouve à aussi bon marché que l'eau des fontaines » (*ib.*, p. 617). On assiste aussi à un certain « redressement moral » qui ne peut que réjouir « l'économiste » et contribue à donner à la France et surtout à Paris une physionomie vraiment nouvelle, la vente de l'absinthe et de l'alcool supprimée en France, la disparition des journaux et affiches pornographiques sur la voie publique, des machines à jouer automatiques dans les bars, la fermeture des *cafés-concert* et des salles de boxe, la cessation des exploits des « apaches ». La conclusion, qui marque un certain degré de satisfaction malgré tout, ne manque pas, alors de surprendre : « Paris s'endort dans le calme et les demi-ténèbres d'une ville de province » (*ib.*).

### **3°. Un monde à reconstruire est-ce un « monde neuf » ?**

Mais qu'en sera-t-il une fois cette « ruée » épuisée ? La « société économique » pourra-t-elle revenir au « train-train » antérieur ? La réponse de Gide est tout aussi nette que son rejet de l'internationalisme : « Je ne le pense pas » (*ib.*, p. 618) :

Quant aux conséquences possibles [de cette guerre] au point de vue de la politique intérieure ou extérieure, principe des nationalités, internationalisme, pacifisme, droit des gens, etc. je les laisse de côté, ce n'est pas notre sujet. Mais je voudrais regarder d'un peu plus près à ce que nous sommes en droit d'attendre de la guerre au point de vue de la question sociale et plus spécialement de celle qui fera l'objet de ce cours, la lutte des classes et l'émancipation de la classe ouvrière (*ib.*, p. 618).

Gide développa ses conceptions en deux points.

D'abord, il n'est pas souhaitable que se poursuive « la tarification des marchandises, ni la mainmise de l'État sur l'or ou les propriétés privées et, ce qui est plus intolérable encore, sur les correspondances par le cabinet noir et sur la liberté de la presse par la censure, ni la prohibition des exportations, ni le *moratorium* pour les débiteurs et surtout pour les banques » (*ib.*, p. 618). Encore que si l'interdiction de la vente de l'alcool, la restriction des dépenses de luxe pour les particuliers et des dépenses militaires pour l'État (...) si un peu de tout cela pouvait subsister « alors le bilan de cette terrible opération ne serait pas aussi désastreux, même au point de vue économique et moral, qu'on aurait pu le croire » (*id.*) Ensuite quant à la « question sociale » ? C'est plus compliqué. La guerre aura marqué le caractère de ceux qui y auront participé (et revenus valides !) et réduit le poids de l'individualisme :

En somme, la guerre est la seule forme d'entreprise, si entreprise il y a, où se trouve réalisée la parole de l'apôtre : Nul ne vit que pour lui-même.

C'est précisément ce caractère qui donne au temps que nous sommes en train de vivre la physionomie singulière, semi-socialiste ou tout au moins nettement solidariste, que j'essayais de vous montrer tout à l'heure et qu'il s'est communiqué de l'armée à la population civile : chacun pour tous (*ib.*, p. 620).

Ensuite il avança que l'expérience de la guerre (cette expérience est pourtant courte : d'août à novembre 1914), ceux qui auront vécu cette vie collective auront changé de comportement et pas seulement dans « le monde de la coopération » qui demeure pour Gide l'exemple :

ne peut-on attendre comme suites de la guerre des rapports plus faciles entre patrons et ouvriers, moins de grèves et de menaces de grève générale, plus d'accueil aux institutions de conciliation et d'arbitrage ?

d'autant plus, ajouta-t-il que la période de reconstruction suscitera

une augmentation considérable du taux du profit - comme dans les pays neufs (... car) tout sera à refaire. D'autre part la main d'œuvre sera devenue plus rare, tant de milliers d'hommes ayant été tués ou devenus invalides (...) sous la double action de l'accroissement de demande de bras et la raréfaction de l'offre le taux des salaires devra s'élever rapidement. Cette ascension parallèle des salaires et des profits pourrait déjà constituer une condition de paix sociale (*ib.*, 621).

La conclusion de Gide ne saurait être négligée. La logique de patrie s'imposait à celle de classe. L'Internationale et son slogan, rappelé en début d'article, « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » n'étaient qu'illusions à rejeter :

Pourquoi vous faire tuer pour une Patrie où vous n'avez ni terre, ni foyer ? mais ils n'ont pas écouté cette voix, ils ont écouté l'autre voix, ils ont écouté l'autre voix, celle de la patrie, qui disait qu'au-dessus des divisions de classes il y a une cité supérieure où riches et pauvres, ouvriers et bourgeois, ne faisaient qu'un. (...) Et dans l'évolution du salariat (...) peut-être que la guerre actuelle marquera une étape gagnée (*ib.*, p. 622).

### **III) Notes et Memoranda : finances et « Trésor de guerre »**

Dans le premier point des *Notes et Memoranda*, « Exposé des Motifs du Ministre des Finances sur le projet de loi relatif aux douzièmes provisoires », le Ministre souligna que le Gouvernement français ne voulait pas la guerre. Il a été pris au dépourvu : son impréparation budgétaire en était la preuve. Le budget voté n'incluait pas les dépenses de guerre, cela se traduisit par un appel à un vote de 6 douzièmes provisoires pour l'exercice 1915 :

Quand la guerre a éclaté, nous n'avons pas pris toutes les précautions les plus propres à nous permettre d'en soutenir l'effort au point de vue financier. C'est une preuve, après tant d'autres, que nous ne voulions pas la guerre, qu'elle nous a été imposée ... (*ib.*, p. 657).

Le second point traite des « Lois allemandes financières et économiques de mobilisation ». Elles sont toutes datées du 4 août 1914. Ce n'est qu'un descriptif. Dans les numéros suivants les articles, notamment ceux de Charles Rist, ont porté de façon plus approfondie sur les modalités des autorités allemandes pour financer la guerre.

Le troisième point « Le trésor de guerre privé français au moment de la déclaration de guerre » visait à estimer la capacité des particuliers à participer à

l'effort de guerre en fonction des liquidités détenues. Ce « trésor » fut évalué à 8 milliards de francs, soit 3 milliards en métal (or) et 5 milliards en billets de banque.

## L'ANNEE 1915

La « guerre courte » n'était plus à l'ordre du jour.

Les articles traitant de la dimension économique du conflit occupaient désormais une place majeure. L'éventail des analyses économiques s'était ouvert. La question monétaire et financière fut présentée par Charles Rist, sa conclusion fut de toute lucidité, la situation monétaire allemande s'était affaiblie mais elle était toujours en mesure de financer le conflit ; la question des dommages de guerre fut abordée, avec la seule hypothèse recevable, celle d'une Allemagne vaincue. Sur le plan intérieur ce fut l'étude des prix par Charles Gide ; il convenait également de présenter la situation des pays alliés peu connue, comme c'était le cas de la Serbie, ce fut l'objet de l'article de Daniel Bellet. Nous avons relevé les articles :

- « Le régime monétaire de l'Allemagne pendant la guerre », Charles Rist (N°1, p. 24-39).<sup>37</sup>
- « L'approvisionnement de l'Allemagne en objets d'alimentation », X... (N°2, p. 114-126).
- « La Vérité sur l'enrichissement de l'Allemagne », Daniel Bellet (N°2, p. 127-158).
- « De l'influence de la guerre sur les prix », Charles Gide (N°3, p. 197-217).
- « La réparation des dommages causés par la guerre », Edmond Villey (N°3, p. 218-231).
- « La Serbie. Son passé, son avenir », Daniel Bellet (N° 4, p. 313-336).
- « L'emprunt de guerre », X ... (N°5, p. 413-414).
- « La diminution de la population adulte mâle en Europe et ses conséquences économiques et sociales », Arthur Girault (N°5, p. 431-446).
- « Un rapport officiel allemand sur les caisses de prêts de guerre », Charles Rist (N°5, p. 447-459).
- CHRONIQUE
- « La situation économique de l'Allemagne après un an de guerre », X ... (N°5,p. 478-522).
- NOTES ET MEMORANDA
- « Manifeste du parti socialiste allemand contre la vie chère » (N°5, p. 533-544).

## I) L'économie et la guerre

### 1°. Monnaies et finances en Allemagne et en France

Charles Rist était en droite ligne avec l'article anonyme de 1914.

Il entendait mettre en évidence la *préparation soigneuse* du financement de la guerre et à apprécier sa capacité à assumer le financement du conflit. En passant en quelque sorte, il compara la capacité de l'Allemagne à celle de la France, et il souligna, comme on peut s'y attendre, combien celle-ci était financièrement plus solide. Commençons par présenter ce second point qui fut bref. Nous montrerons ensuite comment Rist analysait le système monétaire et financier allemand.

#### - Les « Trésors de guerre »

Avec le conflit, les métaux précieux détenus changèrent de statut. Ce n'étaient plus des gages d'une émission monétaire crédible, mais des « instruments du conflit », car ces « Trésors de guerre » assureraient le financement de l'effort de guerre : production d'armement, importations des approvisionnements, etc. Rist

<sup>37</sup> En janvier 1915, la *REP* publia un article de F. Sauvaire-Jourdan, « La vérité sur les caisses de prêt allemandes (*Darlehenskassen*) ». En note p. 15, il est indiqué : « Cet article a été écrit en janvier 1914 ». L'article, bien que révisé, est donc en dehors du champ qui est le nôtre dans cette contribution.

comparant la quantité d'or détenu par les institutions bancaires, la *Reichsbank* et la Banque de France, conclut à la supériorité de la position française. La Banque de France ayant plus d'or, la France disposerait d'une capacité de financement du conflit supérieure à celle de l'Allemagne. Comme le système d'émission était moins complexe que le système allemand, Rist en conclut à « la clarté lumineuse » de ses bilans. L'effet majeur de ce double constat : la quantité d'or détenue et l'assurance de pouvoir d'apprécier l'émission de monnaie serait de rassurer les financiers et prêteurs Français ou étrangers : « sur la solidité de nos finances » (1915, p. 34) garantissant de la sorte la capacité d'emprunt.

#### **- La préparation financière de la guerre**

Une guerre c'est d'abord de l'argent. C'était le thème du premier article paru dans la *REP*, non signé. Avec Rist ce ne sont plus des affirmations comme en décembre 1914, mais une analyse fouillée des complexes mécanismes monétaires mis en place par les autorités monétaires allemandes :

L'Allemagne avait préparé la guerre au point de vue financier aussi soigneusement qu'au point de vue militaire. J'ai montré ailleurs (*La Revue de Paris*, mars 1915) comment la Reichsbank par un effort persévérant, a fini par accumuler l'encaisse considérable sans laquelle elle n'aurait pu subvenir ni aux besoins du gouvernement, ni à ceux du commerce et de l'industrie (...) le tout au moyen d'une énorme émission de monnaie fiduciaire, tel était son plan longuement médité, arrêté dans tous ses détails et annoncé du reste, depuis des années par ses financiers les plus autorisés (*ib.*, p. 24).

Si le système monétaire allemand, en temps de paix, possédait deux monnaies de papier, une troisième sorte de papier monnaie fut mise en place. Les deux premières se composent de *Reichsklassenscheine* et de billets émis par la Banque centrale, la *Reichsbank*. Les *Reichsklassenscheine* ou « Bons de caisse impériaux » furent émis en 1874 pour remplacer divers papier-monnaie qui circulaient avant la guerre de 1870-1871. Bien qu'il soit du « pur papier monnaie » dit Rist, ils figurent au même titre que l'or dans l'encaisse des banques d'émission. Bien que ces « Bons de caisse » aient depuis le 4 août 1914 un cours légal et forcé, leur extension n'a pas été mise en œuvre. Les billets de la *Reichsbank* sont garantis sur une « encaisse liquide » : métallique (or, argent, nickel) ainsi que les « Bons de caisse impériaux ». Il en résulte que la circulation intérieure est assurée par le « pur papier monnaie » et la *Reichsbank* peut afficher une encaisse métallique (principalement en or) garantissant son émission.

L'enjeu était de montrer la capacité monétaire et financière de l'Allemagne en ce début de cette seconde année de conflit. Il convenait de conclure. Charles Rist ne versa pas en un optimisme plus ou moins de commande. En dépit de toutes les critiques qu'il adressait au système monétaire et financier allemand, pour lui la crise de financement au 30 janvier 1915 n'était pas à l'ordre du jour : « la situation de la Banque centrale allemande n'apparaît pas comme réellement gênée » (*id.*, p. 33), elle est « très supérieure à ce qu'elle était, par exemple, à l'époque du "coup" d'Agadir » (*id.*, p. 29). L'Allemagne était encore en mesure de financer son effort de guerre.

Les contraintes financières étaient levées. La guerre ne serait pas courte.

Ce furent aussi les conclusions de son analyse du Rapport du Vice-Chancelier Clemens von Delbrück au *Reichstag* le 14 mai 1915 (« Un rapport officiel allemand

sur les caisses de prêts de guerre »). L'Allemagne disposait encore d'une capacité financière, en l'occurrence une capacité à émettre de la monnaie finançant le conflit :

L'Allemagne a devant-elle (...) une marge d'émission qui se rétrécit sans doute chaque jour, mais qui reste encore assez large. Ce serait une illusion dangereuse dans ces conditions, que de considérer, dès à présent, comme critique la situation financière de l'État, quelque gênée que puisse être celle des particuliers (1915, p. 456).

#### - *Notes et Memoranda, les finances*

Les *Notes et memoranda* ont porté dans leur ensemble sur la dimension financière à laquelle était soumise la capacité militaire française. Le choix opéré par les autorités fut un très large appel aux emprunts et moins à la fiscalité.

La première note, « L'emprunt de guerre », signée X... annonçait le « très gros succès » du premier emprunt à 5 p. 100, consolidé, inconvertible pendant quinze ans, émis à 88, exempt d'impôt. Effectivement ces conditions financières ne pouvaient qu'attirer les prêteurs.

#### 2°. L'évolution des prix et du change

Ce long article Gide (« De l'influence de la guerre sur les prix ») n'a pas le même statut que celui de 1914. Il ne vitupérait plus contre l'internationalisme il entendait rendre compte d'un phénomène éminemment économique l'évolution des prix en temps de guerre.

Ici le lecteur est face à une sorte de frustration. Gide ouvre son article par l'annonce de l'existence d'une situation paradoxale en matière d'évolution des prix. En temps de guerre pour tout un ensemble de raisons, la hausse des prix des différents biens est une chose attendue. Or, si au cours des années 1914 et 1915, il y a bien eu une hausse des prix, celle-ci s'est avérée bien moindre que ce qui était logiquement attendu. Pour le montrer Gide utilisa l'*Index number*. Il indiquait qu'en Angleterre les prix au second semestre 1914 étaient plus faibles qu'en 1871 (*ib.*, p. 197). Mais, chose surprenante, le problème énoncé, Gide renvoie l'étude à une date ultérieure bien imprécise, « après les événements » :

C'est cette stabilité relative qui nous semble valoir la peine d'être étudiée. Faut-il en faire honneur aux « lois naturelles » que les économistes nous avaient appris à admirer et qui ramèneraient automatiquement à la position d'équilibre tout ce qui s'en écarte ? Ou, tout au contraire, à l'action réfléchie et scientifique d'une politique financière donnant le coup de pouce qu'il faut au fléau de la balance ? Nous n'avons pas la prétention de résoudre cette question aujourd'hui - d'autant moins qu'elle ne pourra l'être qu'après les événements - (*ib.*, p. 197-198).

Son article, plus modestement, s'attacha à repérer les variations de prix effectives jusqu'en mai 1915 « spécialement ceux des denrées alimentaires » (*id.*, p. 198). Il visait à repérer parmi les causes de hausse des prix celles qui lui semblaient devoir exercer le plus d'action. Les prix ont augmenté partout chez les pays belligérants comme dans les pays neutres, mais de façon très hétérogène. L'étude porta sur tout un ensemble de pays, Angleterre, Suisse, et bien entendu la France. Elle s'est articulée en deux points, Gide se plaça d'abord du côté de l'offre puis de la demande.

Du côté de l'offre c'est l'accroissement des coûts : coût du transport, réduction de l'offre du fait des destructions, du manque de main d'œuvre, hausse des prix du fait « d'accaparement ». Pour la demande il y a un double mouvement l'un de baisse due à la hausse des prix de biens et un autre de hausse de la demande des biens destinés aux armements, d'une demande spéculative tant des consommateurs que des commerçants. La conclusion est évidente.

Parmi les causes de l'augmentation des prix, Gide ne manqua de souligner l'augmentation de la quantité de monnaie émise par la Banque centrale (il cite notamment les 12 milliards pour une encaisse de 4 milliards, la limite légale fut portée à 15 milliards lorsque l'article fut écrit) il n'y eut ni gonflement des prix par rapport aux autres pays ni détérioration des changes. Pour Gide c'était là l'effet d'une forte propension des particuliers à thésauriser des billets de banque, faute de pouvoir le faire avec de l'or.

Cependant, la détérioration des changes en conséquence de la détérioration de la balance du commerce n'est pas la même selon les pays. La France serait alors en meilleure position que l'Allemagne :

si un pays est plutôt de débiteur que de créancier vis-à-vis de l'étranger, son billet sera déprécié, car il n'y a personne au dehors qui en ait besoin : c'est un peu le cas de l'Allemagne. Et c'est pourquoi jusqu'à ces derniers temps, le billet de banque français faisait prime à l'étranger, tandis que le billet de banque allemand, quoique émis en quantité bien moindre, perdait 10 jusqu'à 14 p. 100 (*ib.*, p. 216).

Cette situation se modifia en 1915. La France est devenue de plus en plus importatrice nette, surtout en achats de guerre, tandis que se sont réduites ses créances sur l'étranger, ce qui a des effets sur le change. Cette détérioration du change ne serait donc pas tant le signe d'un excès d'émission de monnaie. Il n'en va pas de même des prix des biens. Ils pouvaient du jour au lendemain augmenter considérablement en conséquence d'une dé-thésaurisation massive des billets détenus par les particuliers. La solution, préconisée par Gide, pour éponger cet excès de billets thésaurisés, était que les particuliers puissent souscrire massivement aux emprunts obligataires de la Défense nationale.

### **3°. L'alimentation, variable stratégique**

Cet article, signé X..., poursuivait le thème avancé dans le numéro 5 de l'année précédente. L'Allemagne en matière d'approvisionnement et en particulier d'alimentation serait dans une situation précaire pour les civils comme pour les militaires.

Une lecture même rapide conduit à deux remarques. La première porte sur l'abondance des renvois aux périodiques allemands contemporains de la publication (janvier à mars 1915), on peut citer : *Kölnische Zeitung*, *Frankfurter Zeitung*, *Vorwärts*, *Berliner Tageblatt*.

La seconde remarque tient à la façon d'argumenter. Le raisonnement est mené presque exclusivement sur en nature : prix des pommes de terre *selon leur catégorie*, *quintaux* importés des *diverses qualités* de viandes, prix des fourrages selon leur nature, etc. La seule appréciation monétaire concernait l'évolution du change. Le mark se déprécierait progressivement en conséquence d'un déficit croissant de la balance du commerce avec l'étranger du fait de l'augmentation des

importations, les rendant ainsi plus coûteuses et contribuant à la hausse du coût de la vie en Allemagne de l'ensemble de biens d'alimentation. Cependant ce commerce avec l'étranger (« les pays neutres ») en conséquence du « blocus » est limité.

La conclusion est nette, dans la droite ligne du premier article paru dans la *REP*, les Allemands visaient une guerre courte, les mois et les batailles se succédant une nouvelle appréciation des choses se manifeste car « Il n'est qu'un moyen de réussir à se suffire pendant une longue guerre : *le rationnement*. Les autres mesures [pour se suffire en ressources alimentaires] pendant une longue guerre « prix maximum, interdiction de consommer, etc. sont inefficaces » (*ib.*, p. 144). En conséquence compte tenu de ce que l'Allemagne même en période de paix ne disposait pas de ressources alimentaires propres suffisantes la France comme ses Alliés ont avantage à une guerre longue :

Seule une guerre courte eût permis à l'Allemagne de résoudre le grave problème de son alimentation. Les Alliés ont tout à gagner à la durée de la guerre : ils combattront un ennemi démoralisé par la hausse du coût de la vie et par des rationnements toujours plus nombreux et plus sévères (*ib.*, p. 126).

Un article « La situation économique de l'Allemagne après un an de guerre », également signé X ..., revint sur cette même question du rationnement dans la rubrique Chronique de la *REP*. Comme l'article présenté ci-dessus, les sources sont allemandes et : Journaux, études et décrets. Tous les raisonnements sont effectués en « nature » : Objets d'alimentation, Matières minérales et métallurgiques, Textiles, Produits chimiques, Produits divers. L'intervention de l'État, la valeur d'usage dominant tout, ni prix ni monnaie dans le raisonnement. Une planification en nature de la production s'annonce sous la forme d'un rationnement généralisé organisé par l'État, bien que le terme cela ne soit pas énoncé, pour l'auteur c'est là l'annonce d'un « régime socialiste » (*id.*, p. 485).

Contrairement aux articles de Charles Rist, le ton de ces articles anonymes tient davantage du discours de propagande que de l'analyse. À les lire on ne comprend pas comment l'Allemagne n'est pas encore vaincue.

#### **4°. Indemnité et réparations des dommages de guerre**

Deux articles parurent cette année l'un à tonalité économique et comptable sur la détermination du montant de l'indemnité à exiger, l'autre à tonalité juridique.

##### **- La détermination de l'indemnité**

Dès le premier article anonyme, deux revendications ont été avancées : reprendre l'Alsace et la Lorraine et rendre l'Allemagne « inoffensive ». Mais aucune évaluation n'avait été indiquée (le montant de l'indemnité effectivement réclamée, logiquement, ne saurait être fixé avant que le conflit ne soit terminé). L'enjeu de l'article de Bellet, en 1915, fut de « dessiner » les contours du montant des indemnités qui pouvaient être demandées à l'Allemagne vaincue. Les débats lors du Traité de Versailles, en 1919, sur le montant des indemnités demandées à l'Allemagne semblent s'être nourris des articles parus dans la *REP*, et ailleurs, dès les premières années de la guerre.

L'Allemagne est appelée à être notre débiteur, le débiteur de la Belgique encore plus que le nôtre, (...) de la Pologne et de la Serbie (...). Et si les dégâts, les dommages, les ruines sont effectivement comptées, on estime que les dépenses imposées aux budgets des alliés doivent être la base minima de l'indemnité générale que l'on réclamera à l'Allemagne (*ib.*, p. 128),



cela impliquait aussi

de rembourser également l'indemnité de guerre que, victorieuse auparavant, elle (l'Allemagne) avait imposé au pays vaincu qu'était la France (*ib.*, p. 128).

La volonté affirmée (on ne peut que songer à la réciproque qu'étaient les préconisations du Chancelier du Reich) était de « tailler largement » dans les disponibilités de l'Allemagne. Certes, encore fallait-il les connaître et s'assurer des capacités de paiement. Les comptabilités nationales n'existaient pas. Il n'est donc pas surprenant de ne pas trouver de tableaux statistiques.

L'évaluation tant des revenus que de la fortune de l'Allemagne était un présupposé nécessaire pour évaluer l'indemnité qui pouvait être exigée. Pour cela Bellet reprit les évaluations faites par Karl Helfferich, Directeur de la *Deutsche Bank* puis Vice-chancelier d'Allemagne<sup>38</sup>. Selon Bellet le « revenu » de l'Allemagne et sa « fortune » étaient respectivement évalués à 40 et à 300 milliards de marks. Une indemnité pourrait donc être prélevée efficacement sur le revenu, même en tenant compte des destructions, de l'arrêt de la production et des bras qui feront défaut, de plus si les liquidités étaient insuffisantes il serait concevable « de se payer par versement échelonnés » et « de réclamer une part du capital national » (*id.*, p. 158).

Bref tous les éléments pour le paiement d'une indemnité par l'Allemagne sont présents.

Une précaution cependant et elle était si importante que Daniel Bellet tint à la mentionner par deux fois en début d'article et dans sa conclusion, presque dans les mêmes termes :

Il n'en est pas moins nécessaire de savoir ce que l'on pourra pratiquement lui demander, de ce qu'elle sera en mesure de payer sinon immédiatement, du moins par des paiements échelonnés. Nous n'aurons certainement pas intérêt à épuiser définitivement le pays, à ruiner complètement ses particuliers, qui tomberaient alors à la charge de la collectivité humaine et qui sont des producteurs pouvant contribuer à la richesse totale du monde (*ib.*, p. 128).

puis

Le tout sera de ne pas tuer la poule aux œufs d'or, de ne pas exiger immédiatement ce que l'Allemagne ne pourrait pas sans doute payer avec la facilité que la France a montrée à la suite de nos revers de 1870 (*id.*, p. 158).

### **- Les dommages de guerre et le droit**

L'article d'Edmond Villey entendait être une réponse au rapport rédigé par Joseph Barthélemy, *Le Principe de la réparation intégrale des dommages causés par la guerre*, pour le Comité national d'action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre<sup>39</sup>.

<sup>38</sup> Helfferich, Karl (1914), *La Prospérité nationale de l'Allemagne de 1888 à 1913*, Berlin, Georg Stilke. L'ouvrage fut publié en français à Berlin et largement répandu. Daniel Bellet y eut un accès immédiat, il n'est donc pas surprenant qu'il l'ait utilisé tant en ce qui concerne les définitions du revenu national et de la fortune nationale que leurs évaluations. L'ouvrage se compose de trois parties, la troisième porte sur : « Le Revenu national et la Fortune nationale ». Elle se compose, à son tour, de trois chapitres : « I. Le revenu national de l'Allemagne » ; « II. La fortune nationale de l'Allemagne » ; « III. L'accroissement de la prospérité nationale de l'Allemagne ».

<sup>39</sup> Les échos de ce Comité peuvent se trouver dans la création le 1<sup>er</sup> avril 1919 de la *Revue des dommages de guerre*. *Organe des sinistrés*, dirigée par Henri Dumont et Louis Schmoll.

En l'occurrence, il ne s'agissait pas de calculer le montant de l'indemnité à demander aux Empires centraux responsables de cette guerre (*ib.*, p. 223-224), supposés vaincus. Il s'agissait de déterminer, *en droit*, quels particuliers pouvaient avoir accès à un dédommagement des dommages subis du fait de la guerre, comment en déterminer le montant et dans quelle mesure l'État devait ou pouvait en assumer le coût. Pour Edmond Villey la réparation ne saurait incomber à l'État français : « Sans doute, c'est la France qui fait la guerre ; mais ce n'est pas elle qui l'a voulue et elle ne saurait être juridiquement responsable de ses conséquences » (*ib.*, p. 230).

## **II) Démographie, point de vue sur d'autres pays, nouvelles d'Allemagne**

### **1°. La démographie**

La dimension démographique impacta le conflit sans doute aucun.

Les ressources humaines furent toujours un enjeu militaire. Un des effets en fut la politique nataliste des autorités françaises après la Première Guerre. Réciproquement, le conflit était si meurtrier que dès 1915 (bien avant les hécatombes de 1916, 1917 et 1918) il était possible à un démographe, Arthur Girault, de décrire la pyramide des âges des années 1950-1960 en dépit des soubresauts de l'histoire qui rendent si fragile toute prévision un peu longue :

En supposant la guerre actuelle suivie d'une paix durable - ce qui est assez vraisemblable, car personne ne sera tenté en Europe de recommencer une pareille expérience - l'équilibre entre les âges et les sexes se rétablira peu à peu. Et chose curieuse, il y aura vers le milieu du siècle actuel, un moment où la société européenne comptera relativement beaucoup d'adultes, beaucoup d'enfants aussi, il faut l'espérer, mais infiniment peu de vieillards (*ib.*, p. 446).

### **2°. La Serbie**

L'étincelle qui mit le feu à l'Europe était le conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Cette dernière était aussi un des alliés de l'Entente, cependant elle demeurait méconnue de la plupart des français. Il était nécessaire de la présenter au moins ses principales caractéristiques économiques. Ce fut l'enjeu de la Note de Daniel Bellet. La Note est fondamentalement descriptive, mais sa conclusion a une sensibilité politique qui, dès 1915 ! reconnaissait au pays des revendications territoriales qui semblent avoir eu des échos à Versailles lors de la création des États balkaniques :

Nous n'entendons nullement préjuger des conséquences de la guerre actuelle au point de vue d'une expansion possible, probable même, du territoire de la Serbie, de la réalisation de ses désirs les plus chers (*ib.*, p. 313).

### **3°. Nouvelles d'Allemagne in Notes et Memoranda :**

Dans ces *Notes et Memoranda* la REP reprit deux publications allemandes : « Quelques budgets de familles de mobilisés en Allemagne », publiés par le *Berliner Tageblatt* les 23, 25 et 27 septembre 1915 et le « Manifeste du parti socialiste allemand contre la vie chère » publié le 6 novembre 1915 dans le *Vorwärts*.

Le *Manifeste* dénonçait « le plan d'affamement [des] ennemis » et son échec mais dénonçait aussi et surtout « l'agiotage sur les vivres, cet insidieux ennemi intérieur » (*id.*, 537) qu'il appelait à combattre.

Cette reprise d'informations venues d'Allemagne participait de la volonté de la *REP* de souligner les difficultés auxquelles s'affronte l'Allemagne sur le plan intérieur, de conforter ainsi l'analyse du ravitaillement en matières premières et en biens d'alimentation menée de façon quantitative que nous avons repris ci-dessus.

## L'ANNEE 1916

Le monde s'était « installé » dans la guerre, la *REP* aussi.

Le blocus n'était pas tout à fait étanche, mais faisait sentir ses effets sur la population des Empires centraux et sur leur capacité de production.

La bataille de Verdun du 21 février au 18 décembre et la bataille de la Somme du 1<sup>er</sup> juillet 1916 au 18 novembre avaient saigné et saigné les armées de part et d'autre. Cette bataille au résultat militaire nul, fut LA victoire défensive de l'armée française : les Allemands n'étaient pas passés !

Ce fut aussi l'année de « grandes manœuvres » diplomatiques. Un Royaume de Pologne fut reconstitué sous l'égide de l'Allemagne et de l'Autriche Hongrie. Les Empires d'Allemagne et Austro-Hongrois le 12 décembre 1916 adressèrent à l'*Entente* une proposition de paix, sur la base du *statu quo*. Cela signifiait que les pays membres de la *Triple* conservaient les territoires qu'ils occupaient. Comme il était aisé de l'entendre la proposition fut rejetée par les membres de l'*Entente*.

Le président Thomas Woodrow Wilson, réélu le 7 novembre 1916, adressa une lettre aux belligérants le 18 décembre 1916. Il leur demandait de rendre publics « leurs buts de guerre ». Ceux-ci explicités des négociations auraient été concevables « sans vainqueur ni vaincu », sous l'égide du président des États-Unis. Les Empires centraux rejetèrent la demande le 26 décembre en rappelant leur proposition du 12 décembre. Les Alliés répondirent le 10 janvier 1917, en précisant leurs conditions pour que s'instaure la paix.

Un effet de toutes ces manœuvres fut que l'Allemagne reprit sa lutte sous-marine, mais cette fois à outrance. Le 6 avril 1917 les États-Unis déclarèrent la guerre à l'Allemagne. Ce choix de s'allier à l'*Entente*, souvent présenté comme la réaction aux seuls torpillages a des racines plus complexes. Certes il y a cette entrave au commerce qu'était le torpillage des bâtiments commerciaux il y a aussi une dimension plus financière. Les banques américaines avaient fortement prêté aux membres de l'*Entente* surtout au Royaume Uni et la France, la récupération des prêts serait plus aisée auprès des vainqueurs que des vaincus, elles appuyèrent donc le soutien militaire à l'*Entente*.

Aucun de ces aspects du conflit n'apparaît dans la *REP*.

Les économistes furent sollicités pour donner des conférences publiques, non pacifistes. Les rubriques de la *REP* se modifièrent. On vit apparaître la rubrique *Notes et études sur la situation économique pendant la guerre*. L'économie était une économie de guerre. En période de guerre d'ailleurs le « raisonnement économique » n'est-il pas mis entre parenthèses ? La notion de valeur a-t-elle un sens ? ne s'efface-t-elle pas devant les nécessités physiques ? Lorsque l'on parle d'économie, le plus souvent il s'agit d'organisation de la production et de sa répartition entre consommation civile et militaire. Le marché n'est plus à l'ordre du jour ! La monnaie, l'or n'ont un sens que pour les échanges internationaux ? Il n'est

donc pas surprenant qu'un article, celui de R. Gonnard ait porté justement sur cette question.

Nous avons relevé les articles :

- « La guerre et l'organisation nationale de l'alimentation », Charles Gide, (N°1, p. 1-17)
- « La paix sociale après la guerre », Edmond Villey, (N°1, p. 18-37)
- « La campagne balkanique et le ravitaillement allemand », Signé X..., (N°1, p. 38-41)
- « La situation économique et financière de l'Allemagne », non signé, (N°1, p. 61-72)
- « L'or et le change », Charles Gide, (N°2, p. 81-95)
- « Les Dardanelles et les céréales roumaines », Daniel Bellet (N°2, p. 96-112)
- « Le commerce extérieur de la Russie pendant la guerre », M. Lauwick, (N°3, p. 165-174)
- « Le commerce extérieur de la France avant et après la guerre », Edmond Villey (N°4, p. 245-324)
- « Étude sur la dépréciation de l'or dans les pays scandinaves », Signé G.-M., (N°4, p. 297-303)
- « De la nécessité pour la France d'accroître sa production », Charles Gide, (N°5, p. 325-339)
- « L'économie politique et la guerre », René Gonnard, (N°5, p. 375-382).

## ***I) Consommation, Production, Échanges***

### **1°. L'organisation de la consommation**

Dans le premier numéro de 1916, Charles Gide publia sa conférence à l'Alliance d'Hygiène Sociale du 21 janvier 1916<sup>40</sup>. Elle ne concernait que les questions de répartition des biens de consommation alimentaire, les problèmes de production (en y incluant les importations) étant exclus<sup>41</sup>. La conférence détailla ce qui devrait être et se conclut au son du clairon.

Gide, tout en faisant état de ce qui était en cette situation de guerre, entendait évoquer le « demain » une fois la guerre achevée. Se gardant d'avancer des prédictions, Gide entendait décrire les contours d'une organisation « souhaitable » pour répondre aux problèmes de répartition des biens de consommation soulevés par le conflit, c'est-à-dire les problèmes posés à *l'ensemble* de population. Après le rejet du rationnement (seulement acceptable par les Allemands !), puis celui de la taxation, Gide préconisa un libéralisme économique tempéré par la morale : des magasins municipaux et la généralisation des coopératives. Comme on peut s'y attendre, les modalités de répartition des biens d'alimentation qui avaient la faveur de Gide étaient les coopératives car elles étaient à même à résister à l'extinction du conflit. La logique libérale écartée en début d'article se retrouverait ainsi en conclusion mais d'une autre façon, grâce aux coopératives les consommateurs se substitueraient aux marchands.

### **2°. La paix sociale ?**

<sup>40</sup> Le *Musée social* fut fondé en 1894 par des disciples de F. Le Play, le comte Aldebert de Chambrun (qui en fut le mécène), Émile Cheysson, Léon Say et Jules Siegfried. En 1963 Le Musée social fusionna avec le OCOB pour donner naissance au CEDIAS-Musée social. L'objet du Musée social était l'étude et l'enquête tant sur les conditions sociales, que l'urbanisme urbain et rural (Chambelland, 1998). L'*Alliance d'Hygiène Sociale* fut fondée en 1905 par Léon Bourgeois (Ministre, Premier Président de la SDN et Prix Nobel de la paix en 1920). Charles Gide fut membre de son Conseil d'administration. L'*Alliance d'Hygiène Sociale* organisa en 1914-1916, dans les locaux du Musée social, une série de conférences publiées sous le titre, *La Guerre et la Vie de Demain*. La Conférence de Charles Gide (reprise *verbatim* par la *REP*) fut publiée dans le second volume (p. 171-191), elle était suivie d'un « Discours » d'Étienne Clémentel, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (p. 191-197).

<sup>41</sup> L'article (p. 4) indique que cette question doit faire l'objet d'une autre conférence de la série. Nous n'en avons pas trouvé la trace. Cependant sa leçon d'ouverture de son cours de novembre 1916 (reprise dans la *REP*) portait sur la production.

L'article de Gide fut suivi de celui d'Edmond Villey. Il envisageait, lui aussi, l'après-guerre mais sous un angle qui resurgit sans cesse de numéro en numéro de la *REP* : le conflit entre les classes sociales.

La paix sociale est possible la paix revenue. L'affirmation ne manque pas d'intérêt. Elle montre, s'il en est, toute la confiance d'Edmond Villey dans le retour à la belle situation d'avant où les propriétaires avaient droit de cité, fini le *moratorium*, mais sans grève, sans luttes sociales. La guerre ayant instruit les uns comme les autres, patrons comme ouvriers, il n'en est plus besoin. Il développa, en quelque sorte, l'argument avancé par Gide dans son article de 1914 (*cf. Ci-dessus*) :

Si les patrons doivent faire les premiers pas vers la réconciliation des ouvriers, les ouvriers, de leur côté, devront manifester d'autres sentiments que par le passé, sentiments qui leur seront, espérons-nous, inspirés par les mêmes causes. La guerre n'aura-t-elle pas été la démonstration la plus claire qu'il n'y a plus de classes sociales et que, dès lors, la lutte des classes, qu'on leur prêché, est un anachronisme (*ib.*, p. 28).

Cette paix sociale est requise, selon Villey, pour accroître la production nationale, elle passe par des mesures qui, nous semble-t-il, expriment l'état d'esprit général des économistes de la *REP* d'alors, le primat de la production, ce qui implique une opposition nette aux mesures de réduction du temps travail ; en contrepartie une amélioration des conditions salariales.

Les pouvoirs publics ont mal choisi leur moment en proposant des lois pour réduire uniformément à dix heures la durée de la journée de travail et en proclamant que ce n'est là qu'une première étape et que l'idéal à réaliser est la journée de huit heures. Le mal n'est pas aujourd'hui dans l'excès du travail ! Des journées de onze heures (ce qui est à peu près aujourd'hui le maximum général), voire même de douze heures ne menacent pas la santé de l'ouvrier, auquel l'oisiveté est souvent plus nuisible (*ib.*, p. 31-32)<sup>42</sup>.

Bien entendu il convient d'éviter cette réduction du temps de travail, cette oisiveté qui va l'encontre d'un « foyer hygiénique » et qui est quasiment un encouragement au « fléau de l'alcoolisme » (!!).

Cet appel à travailler davantage d'Edmond Villey s'accompagna de trois propositions : la première est une amélioration des salaires, la seconde une participation aux bénéfices, la troisième, institutionnelle, les « comités mixtes ». Sur le premier point son argumentation originale, va à l'encontre de ce qui constituait

---

<sup>42</sup> Pour mémoire. Edmond Villey ne pouvait ignorer : 1) que le slogan « 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de repos » fut formulé par Owen, en 1817 ; 2) que l'A.I.T. en 1866 inscrivit dans son programme la revendication d'une durée du travail à 8 heures par jour ; 3) qu'en conséquence de la tuerie du 4 mai 1886 au Haymarket Square à Chicago, la II<sup>e</sup> Internationale, le 20 juin 1889, décida de faire du 1<sup>er</sup> mai la Journée mondiale des travailleurs, pour qu'ils « mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail » ; 4) que la « loi Millerand » du 30 mars 1900 imposa que la durée du travail passe progressivement, en quatre ans, sur l'ensemble du territoire à 10 heures par jour ; 5) que la loi du 13 juillet 1906 établit un jour de repos hebdomadaire (le dimanche) pour tous les ouvriers et employés. Par contre il ne pouvait qu'ignorer que le 23 avril 1919 la loi instaura en France la journée de huit heures de travail. La loi votée rapidement visait surtout à éviter une situation révolutionnaire, elle était davantage politique que sociale : « En France la situation n'est pas révolutionnaire, explosive. Mais la classe politique, en premier lieu Clémenceau, le gouvernement, l'aile modérée du Parti socialiste et la direction de la CGT, craint la contagion et, à terme, l'embrassement. Il faut donc impérativement adopter d'urgence une loi sur le « principe » des huit heures, avant le 1<sup>er</sup> mai 1919 pour donner du grain à moudre à la majorité réformatrice de la CGT et couper l'herbe sous le pied de sa minorité révolutionnaire, influente dans la métallurgie et le bâtiment notamment, à Paris en particulier » (Cointepas, p. 4).

(et constitue encore) le fondement des analyses de économistes : le travail (ou force de travail) serait une marchandise soumise au jeu de l'offre et de la demande. Pour Villey cela ne peut pas être : « Le travail, c'est-à-dire l'homme en action, ne saurait être assimilé à une marchandise » (*ib.*, p. 32). Il n'en conclut pas au rejet des lois de l'offre et de la demande pour décrire les forces qui déterminent les salaires mais à ce que les patrons ne doivent pas s'en tenir à l'offre et à la demande compte, mais en conscience tenir compte des « exigences de vie de l'ouvrier. La seconde proposition est que « Si la participation aux bénéfices pouvait se généraliser, un grand pas serait fait dans l'union des patrons et des ouvriers, du capital et du travail » (*id.*, p. 35). La troisième proposition est quelque peu contradictoire avec la prémisse de l'article : il n'y aurait plus de luttes sociales car il n'y aurait plus de classes sociales antagoniques ! Or ici, c'est pleinement la reconnaissance de l'existence de classes sociales antagoniques regroupées dans des syndicats. Edmond Villey, dans ce cadre, plaide pour la création d'un organisme, un « *joint committee* », ou « comité mixte », <sup>43</sup> susceptible d'être un lieu de « conciliation et d'arbitrage » où les deux parties se rencontreront sur un pied d'égalité.

Bref, des arguments bien contradictoires pour asseoir la Grande illusion d'une paix sociale à venir.

### **3°. L'augmentation de la production : une nécessité et un effet de la Justice sociale**

La production, son amélioration, sont-elles concevables sans que l'on envisage la dimension sociale ? Certes non. Pour Charles Gide la production avant même la technique a une dimension sociale surtout s'il est s'agit de montrer comment faire face à « La nécessité pour la France d'accroître sa production ».

Cette guerre-là n'est comparable à nulle autre, surtout pas à celle perdue en 1870-1871, ne serait-ce que par l'énormité des dépenses :

Au fur et à mesure que la guerre se prolonge et que la cataracte des milliards continue à se précipiter, à raison de 80, 100 ou 125 millions par jour, pour chacun des pays belligérants, on se demande naturellement avec une anxiété croissante comment ils réussiront à remonter un tel abîme : je ne me place que du point de vue économique et financier (*ib.*, p. 325).

L'article ne porta que sur la France. Elle « supporte le plus fort de la lutte » (*id.*) et elle n'a pas d'avantage spécifique comme les autres belligérants, Angleterre, Russie et Allemagne. Comment pourra-t-elle assumer les charges requises pour se relever ?

La question reçoit une réponse positive de Gide. Le raisonnement est le suivant.

Les dépenses totales de guerre peuvent être évaluées (en 1916 !) à 70 milliards de francs. Si elles sont couvertes par un emprunt de consolidation, il faut prévoir des charges annuelles d'intérêt de 5 à 6 milliards *par an* (alors même que l'indemnité lors de la défaite en 1870-1871 fut de « 5 milliards payés une fois pour toutes »). Il n'existait pas de comptabilité nationale, les évaluations de la

---

<sup>43</sup> D'une certaine façon ces « comités mixtes » préfiguraient les Comités d'entreprise créés après la Seconde guerre mondiale (ord. du 22 février 1945 et loi du 16 mai 1946). Récemment ils ont été transformés en : Comité social et économique (ordonnance du 22 septembre 2017).

« richesse », de la « production » ainsi que les comparaisons étaient approximatives,<sup>44</sup>

La production annuelle de la France ou (c'est la même chose) la somme des revenus des Français est évaluée à 30 milliards en chiffre rond. Ce chiffre ne paraîtra pas exagéré si l'on sait que le revenu de l'Angleterre est évalué à 60 milliards et celui de l'Allemagne à 50 milliards (*ib.*, p. 327).

La solution pour relever la France et assumer la surcharge due à ses dépenses de guerre est d'accroître « réellement » la production c'est-à-dire hors accroissement nominal dû à la hausse des prix qui ne manquera pas la paix revenue.

Dans un premier temps Gide fit état du nombre des morts, disparus, blessés, invalides en conséquence du conflit. Les chiffres tirés des revues étrangères furent censurés<sup>45</sup>. La conclusion qu'en tira Gide fut que : « la perte était énorme quantitativement, mais elle est bien plus grande qualitativement » (*ib.*, p. 328). Cependant Gide affirma de façon on ne peut plus péremptoire que tout était affaire de volonté :

Oui, la France, si elle le veut, pourra produire beaucoup plus qu'elle ne l'avait fait jusqu'à présent. Et je vais vous en donner une preuve irréfutable (*ib.*, p. 331).

La preuve tenait en ce que malgré la mobilisation massive, malgré la guerre depuis deux ans la France suffisait à peu près à ses besoins : « elle produit au moins les deux tiers de ce qu'elle produisait avant la guerre avec une main-d'œuvre et des facteurs de la production réduits de plus des deux tiers » (*ib.*, p. 333).

Avant la guerre la France était très en retard pour la production tant agricole, minière qu'industrielle. La cause de ce retard, selon Charles Gide tenait à deux causes liées : l'une était « le manque d'ambition, une certaine modération, disons mieux une certaine médiocrité dans les désirs » de la part des entrepreneurs et des capitaines d'industrie ; l'autre était due « à la volonté arrêtée et réfléchie de l'ouvrier de ne pas produire davantage (...) qu'il soit industriel ou agricole » (*ib.*, p. 336). Les deux causes énoncées, Gide ne s'attacha pas à développer les arguments propres à infléchir la volonté des travailleurs.

Notons en premier, le rejet total des propositions des économistes de l'école libérale (soutenus par le « grand organe de la bourgeoisie libérale, le journal *Le Temps* ») de dissoudre les syndicats et d'abroger les lois qui réduisent le temps de travail :

le raccourcissement de la journée de travail indispensable à la civilisation de la classe ouvrière, devra être maintenu. Ce n'est pas dans la prolongation du temps de travail mais dans l'intensification du travail qu'il faudra chercher l'accroissement de productivité désirable (*ib.*, p. 337).

Quelles solutions pratiques pouvaient être avancées ? Gide rejeta, après celle des libéraux, la solution de l'École de la Paix sociale, pourtant souhaitable, comme irréaliste. L'« Union sacrée » ne résistera pas au retour des tranchées, lorsque

<sup>44</sup> Avec, cependant, l'intégration des conceptions de la théorie économique selon laquelle il y a identité entre la somme des revenus d'un pays et sa production.

<sup>45</sup> Parmi les informations censurées par le décret du 5 août 1914, il y avait le nombre des victimes de l'Entente.

chacun aura repris sa place dans la hiérarchie sociale. Après deux ans de guerre les illusions que Gide entretenait, dans son article de 1914, sur les effets sociaux de la guerre semblent s'être dissipés, la hiérarchie militaire ne saurait servir de fondement à une remise en cause de la hiérarchie sociale. Les ouvriers revenant du front ne seront pas moins exigeants face à leur patron resté « civil ». La solution pour inciter les ouvriers à travailler serait d'un autre ordre et elle est délicate à mettre en œuvre :

La seule solution serait de prouver à l'ouvrier qu'il n'est pas exploité, comme il le croit, ou du moins de lui fournir la preuve qu'il ne le sera plus. (...) Comment s'y prendre pour lui donner cette certitude, sinon en modifiant le régime du salariat ?

Gide, avança alors des suggestions dans multiples directions : une participation aux bénéfices améliorée pour dépasser son discrédit, l'actionnariat ouvrier, des sociétés de travail, des coopératives de production, la généralisation du contrat collectif, le partage de la direction dans l'atelier ou commandite ouvrière.

Ce ne sont là que des suggestions leur mise en œuvre est à faire. Gide ne se prononça pas sur ce point. Par contre il insista très fortement sur le renversement des priorités. Il faut que le travailleur ait la conviction que cette nouvelle forme de salariat comporte plus de justice dans l'organisation et la rémunération du travail.

La Paix sociale, éminemment souhaitable, condition pour accroître la production et répondre au défi soulevé par le caractère gigantesque des dépenses de guerre, ne peut être atteinte que si, avant toute chose, la Justice sociale est obtenue. La conclusion de l'article ne manque pas de surprendre. La Justice sociale n'est plus un enjeu de société, elle n'est plus une revendication morale, elle a changé de statut. Elle est devenue la condition *sine qua non* de la possibilité d'accroître la production.

#### **4°. Les Dardanelles et la Roumanie**

L'article Daniel Bellet portait sur les capacités économiques de la Roumanie qui en 1916 s'était opposée aux Empires centraux alliés à la Bulgarie et à l'Empire Ottoman. De façon implicite, ne serait-ce que par son titre, l'article renvoyait à la bataille des Dardanelles du 15 mars 1915 au 9 janvier 1916 et la défaite que subirent les Alliés.

L'importance de la Roumanie tenait à ce qu'elle « est un pays essentiellement agricole, complétant les ressources que lui donne l'agriculture par celles que lui fournit une partie de son sous-sol, sous la forme du pétrole notamment » (*id.*, p. 97). L'article ne porte que la production agricole, avec des statistiques en volume. Le point notable est que l'importance du pétrole roumain, les seuls puits alors disponibles en Europe, est totalement passée sous silence oubliant de ce fait ce qui constitua dans les dernières années de la guerre un des enjeux stratégiques militaires.

## **II) L'or**

### **1°. L'or et le change**

L'article reprenait le texte de la Conférence de Charles Gide dans le cadre de la *Société pour la propagation des langues étrangères en France*<sup>46</sup> le 29 mars 1916.

---

<sup>46</sup> Cette Société, créée en 1891, est encore en activité.



Comme il le précisa d'emblée ce n'était pas une conférence ni en direction de professionnels ni pour des étudiants candidats aux Écoles de commerce. Il s'adressait à un vaste public. Il entendait éclaircir une question qui occupait l'espace public, celle du change. Le ton de sa conférence s'en ressent, elle est pédagogique à l'extrême. Il aborda la question en trois points : le rôle de l'or, celui du change et les politiques à mener. Ce faisant il fut amené à préciser le statut monétaire de l'or. En ce qui concerne la circulation monétaire intérieure, « on peut parfaitement se passer d'or ». En ce qui concerne le mécanisme des échanges internationaux il s'agit en premier lieu d'un équilibre de la balance du commerce, l'essentiel se joue à travers « le change », l'or ne joue qu'un rôle d'appoint lorsque la capacité d'emprunt à l'étranger est insuffisante, car tout emprunt « n'est qu'un ajournement : il faudra, à un moment ou à un autre finir par payer » (*id.*, p. 93). Pour Gide l'or au fond des coffres ne pouvait être considéré ni comme une garantie monétaire, ni comme un élément fondamental du commerce international pour régler les importations. En somme c'est l'opposition au fétichisme de l'or monétaire. L'or n'a pas l'importance que certains pouvaient lui donner. Deux citations sur la même page peuvent nous guider :

s'il ne faut y toucher [à l'encaisse or] ni avant la paix en attendant la guerre, ni pendant la guerre en attendant la paix, ne vaudrait-il pas autant remplacer cet or par du papier doré ? Cela ferait le même effet (*ib.*, p. 94).

Et si l'encaisse or de la Banque de France a comme effet de maintenir le crédit du billet, qu'en est-il ?

Je crois que si on prenait sur l'encaisse de la Banque quelques milliards pour solder nos achats cela améliorerait beaucoup le change sans porter préjudice au billet de banque. (*ib.*, p. 94).

Gide conclut ainsi :

c'est à cette conclusion que nous mène cette histoire du change, la valeur du billet de banque ne repose pas sur l'or, sur un métal qu'il faudrait voir et toucher. (...) Le billet de banque a sa valeur qui repose non pas sur l'or, le plus lourd des métaux, mais sur cette chose impalpable qui est la probité du débiteur sur les possibilités de l'avenir que ce chiffon de papier contient en lui. Voilà le caractère du billet de banque. (...) C'est un acte de foi que le crédit, pas autre chose. (...) Ce crédit resterait donc intact quand bien même l'encaisse d'or viendrait à diminuer plus ou moins, et nous en resterons sur cette leçon qui va bien au-delà de la portée de notre entretien (*ib.*, p. 95).

## 2°. L'or déprécié ! Économie ou politique

En une sorte d'écho à l'article de Charles Gide dans la rubrique « Notes et études sur la situation économique pendant la guerre », la *REP* publia une courte « Étude sur la dépréciation de l'or dans les pays scandinaves »<sup>47</sup> signée des initiales G.-M. que nous retrouverons dans un article sur la finance en 1917.

La France ainsi que l'Allemagne faisaient leur possible pour accroître leur encaisse-or et ainsi « garantir la valeur de leur billet de banque », par contre la Suède le 8 février 1916, puis Danemark et la Norvège, décrétèrent la démonétisation de

<sup>47</sup> Le 5 mai 1873 le Danemark et la Suède signèrent un accord d'Union monétaire, la Norvège s'y est jointe en 1875. La monnaie de ces trois pays était définie par un même poids d'or 1kr. = 0,403 gr. d'or. Les billets de banque, pourtant propres à chaque pays, circulaient entre les trois pays avec un pouvoir libérateur. Il fut mis fin à cette Union en 1924 en conséquence des crises de change. Pour une analyse de cette dépréciation de l'or et des problèmes de l'Union monétaire on peut renvoyer aux travaux de Bergman & al. (1993) et à ceux de Talia (2004).

l'or. L'argument avancé par le professeur Cassel, (art. cité du 7 mars 1916 dans le *Svenska Dagbladet*) serait que « La circulation de la Suède serait submergée sous un flot d'or dont le volume croît avec rapidité et sans aucun profit pour la vie économique du pays » (*ib.*, p. 299). En conséquence de cette démonétisation le règlement des exportations se ferait « soit en devises étrangères, soit en valeurs mobilières, soit en marchandises. » (*ib.*, p. 300).

Selon G.-M. cette crainte n'est partagée ni par la Hollande, ni par la Suisse pays neutre où l'or afflue. Pour l'auteur cette démonétisation de l'or par les Suédois aurait deux aspects. Un aspect commercial et financier explicité, les exportateurs suédois serait à même de se procurer à bon compte des valeurs mobilières des étrangers ou encore des marchandises, notamment en allemandes avec un mark déprécié face aux couronnes. L'autre aspect, politique celui-là, n'est que suggéré. La volonté de directeurs des grandes banques suédoises, parmi lesquels l'Allemagne compterait de nombreux amis, et celle du professeur Cassel « dont on sait les sentiments progermains » (*ib.*, p. 301) serait d'avantager le commerce avec l'Allemagne qui alors n'aurait pas à livrer d'or en contrepartie de ses achats.

Pour G.-M. les intérêts de la Suède ne confondaient pas avec ceux des deux autres pays scandinaves.

### **III) Les Cours d'économie politique en temps de guerre : un appel**

René Gonnard n'avait pas pu prononcer son Cours, il le publia.

Trois points caractérisent l'article : 1) la dénonciation des croyants du « pacifisme internationaliste » qui pensaient avoir trouver dans l'économie politique des arguments pour justifier que la seule puissance des intérêts rendrait la guerre très courte ; 2) la dénonciation de « Marx, avec son *matérialisme historique*, théorie bien allemande par son absolutisme grossier et le manque total d'*esprit de finesse* qui la caractérise : enluminure à teintes criardes, faite pour frapper la rétine des masses » (*ib.*, p. 379) ; 3) un ton général où se déchaîne tout au long de l'article, de son début jusqu'à sa conclusion une fureur antiallemande.

Mais qu'en est-il de l'économie politique pour Gonnard ? Il en donne la définition dans le cours de ses développements : « Science prudente et réservée, l'économie politique étudie, analyse, classe les faits et s'efforce de découvrir entre eux des relations plus ou moins constantes. Elle se garde prophétiser » (*ib.*, p. 378). Cependant, au moment de conclure, cette « science » qui semble détachée de tout aspect subjectif (analyser, classer, montrer l'existence (ou non) de relations entre les faits observés) doit intégrer *la morale* et celle-ci impose à l'économie politique « sa loi peut-être la plus générale, une *loi de plasticité* ».

L'interrogation ne porte pas sur le contenu de l'article, il ne fait pas l'ombre d'un doute, il n'appartient pas au cercle des pacifistes, c'est une violente diatribe antiallemande. L'engagement de la *Revue d'économie politique* dans la guerre fut total !

## **L'ANNEE 1917**

### Articles retenus

« La couverture métallique de la circulation de papier en Allemagne et en France », Charles Rist, (N°1, p. 13-28).

- « L'effort financier de la France et les règlements de comptes internationaux en 1915 et 1916 », signé G.-M., (N°1, p. 29-50).
- « La Conférence des associations économiques de la Mittel-Europa », non signé, (N°1, p. 62-71).
- « Les dépenses de guerre de la monarchie austro-hongroise », non signé, (N°2, p. 111-137).
- « L'économie politique libérale et la guerre », Pierre Cauboué, (N°2, p. 138-154).
- « La politique commerciale après la guerre », Charles Gide (N°3, p. 171-196).
- « La situation financière de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie à la date du 30 juin 1917 », Charles Rist, (N°4, p. 249-265).
- « L'accroissement de l'épargne française pendant la guerre », Jean Bourdon (N°4, p. 269-284).
- « La situation financière de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie à la date du 30 juin 1917 », Charles Rist, (N°5-6, p. 362-380).
- « Consommations de guerre, perspectives d'avenir et nécessités présentes », Jean Bourdon, (N°5-6, p. 381-425).

La guerre durait encore et encore. Mais de partout ça craquait. En Russie, en France sur le Front, en Allemagne, ailleurs aussi. Les premiers mois de l'an 1917 se ressentaient des diverses propositions de paix de décembre 1916.

Le blocus devenait de moins en moins supportable aussi, les allemands s'orientèrent vers une guerre sous-marine à outrance. Le 6 avril 1917, les États-Unis déclarèrent la guerre à l'Allemagne. Le 26 juin 1917 débarquèrent à Saint-Nazaire les premiers soldats américains. Il fallut attendre la fin de l'année pour que les troupes américaines soient suffisamment nombreuses, équipées (par du matériel français et anglais) et entraînées pour qu'elles puissent jouer un rôle militaire. Parmi les mesures immédiates les plus notables furent celles touchant l'accès aux crédits, le crédit d'État se substitua aux crédits bancaires.

### ***1) Monnaies et finances.***

#### **1° La solidité monétaire est une arme (de propagande)**

##### **- Le Franc *versus* le Mark**

En cette année charnière les revues économiques françaises, la *REP* en était, menaient une campagne de propagande en matière monétaire et financière. Il s'agissait de convaincre les « neutres » de la solidité financière de la France et que celle-ci était bien meilleure que celle des Empires centraux. Ce n'était pas là une mince affaire puisque de la solidité de la monnaie dépendait le taux de change, les crédits et la capacité à importer des biens et matières premières.

L'objet explicite de l'article de Charles Rist du numéro 1 de la *REP* de 1917, était de montrer « auprès des neutres » que la propagande allemande était mensongère :

Depuis le début de la guerre, l'Allemagne n'a cessé de faire valoir chez elle et auprès des neutres la supériorité de garantie dont jouiraient les billets de la Reichsbank en comparaison de ceux de la Banque de France. (1917, p. 13)

Il n'en est rien, disait Rist. L'argument central, dans la droite ligne de la conception monétaire reposant sur l'étalon-or, est que la France détenait plus d'or que l'Allemagne :

Or rien ne justifie les conclusions allemandes. En fait, la circulation française, de même que l'ensemble des engagements à court terme, a une garantie métallique et une garantie-or supérieure à la circulation allemande (*ib.*, p. 13).

Il s'ensuivit une minutieuse analyse des systèmes monétaires allemand et français afin d'établir les montants effectifs de la circulation monétaire puis les comparer aux montants des stocks d'or et d'argent détenus<sup>48</sup>. Cela donna lieu à la construction de deux tableaux où était comparée mensuellement « en France et Allemagne la proportion de l'encaisse *métallique* à l'ensemble du papier en circulation » (*ib.*, p. 17).

En 1915 la proportion française [encaisse métallique/circulation monétaire] reste inférieure à l'allemande. Mais à partir de 1916, la proportion française prend la supériorité à chaque mois et cette supériorité ne fait que s'accroître. C'est que l'émission allemande, surtout celle des bons de Caisse de prêts n'a cessé d'augmenter depuis 1916, malgré une encaisse presque stationnaire (*ib.*, p. 20).

La conclusion est nette la monnaie française est plus solide que le mark allemand car elle dispose d'une meilleure assise métallique, or et argent. Et si la circulation allemande reste inférieure à la circulation française (Cf. Tableau p. 26) elle ne cesse de s'accroître à un rythme bien plus rapide montrant ainsi, sans que Charles Rist ne l'affirme, que cela implique une détérioration du change pour la monnaie allemande et les « neutres » devraient en tenir compte.

#### **- La solidarité financière**

L'article signé G.-M. porte sur la dimension financière du conflit, sur un autre ton. L'article de Charles Rist opposait le franc et le mark. Il ignorait les monnaies des autres membres de l'Entente, la livre sterling comme le rouble. Tout se passait comme si, en matière monétaire, chacun des pays membres de l'Entente agissait pour son propre compte face à la monnaie allemande.

Rist entendait révéler, chiffres à l'appui, la réalité, celle que déguisaient les revues économiques allemandes : la faiblesse du mark face au franc. L'objet de l'article de G.-M., était autre : décrire l'existence d'une solidarité financière effective entre la France et l'Angleterre et ces deux pays avec les États-Unis. La véracité des propos était assurée car les informations étaient de connaissance commune, elles provenaient de « documents qui ont tous été publiés par la presse américaine, la presse anglaise et la presse française » (p. 49).

L'article commence par le renversement des rapports en matière de commerce international : « au mois d'août de 1914 (...) les États-Unis devaient 7 milliards de dollars à l'Europe (...) au mois de novembre 1916, la situation est complètement renversée. (...) pour les années 1914, 1915 et 1916 les États-Unis [ont] un excédent de 3 milliards 851 millions de dollars » (p. 31). De plus à cette date « suivant les indications fournies par le Bureau de Réserve fédérale, les engagements soit des gouvernements, soit des banquiers, soit des négociants atteindraient 9 655 millions de francs ». Les « milieux financiers américains » ont « envisagé sérieusement à New-York que cette ville pourrait devenir le centre

<sup>48</sup> Pour cette analyse de la situation allemande, Rist (p. 17) déclara renvoyer directement aux revues et journaux allemands. Ce qui va à l'encontre de l'affirmation de Charles Gide qui écrivait, à l'occasion de la recension (fort critique) d'un ouvrage de George Blondel, dans le numéro 3 de la *Revue* (p. 258) ; « les journaux allemands sont interdits en France tandis que les journaux français entrent à peu près librement en Allemagne ».

financier du monde ». C'était un peu tôt (!). La place de Londres possédait une organisation bancaire et des règlements internationaux sans pareil, elle continua « à jouer le rôle de place régulatrice des dépenses des pays alliés » (p. 33). Des « engagements réciproques ont été pris entre les gouvernements français et anglais pour créer une solidarité d'efforts financiers aussi bien que militaires (...) arrangements qui sont à l'avantage des deux pays, puisque si l'Angleterre nous a ouverts les crédits dont nous avons besoin (...) nous l'aidons très efficacement par des avances en or, remboursables après la paix (...) pour maintenir le *gold standard*, c'est-à-dire la parité entre le cours de la livre sterling et l'or marchandise » (*ib.*, p. 33-34). Comme le reconnaissait le ministre des Finances, Ribot, cité dans l'article « Nous avons intérêt [à maintenir la parité du change anglais et de l'or] parce que si le change anglais fléchissait, le nôtre fléchirait bien davantage. Là est le point d'appui nécessaire pour les finances des alliés » (*ib.*, p. 38).

Les crédits accordés par les banques américaines (le plus souvent menées par J.P. Morgan), étaient nécessaires pour que les industries et l'agriculture américaines, puissent continuer à vendre aux Alliés. La pression pour que la Banque fédérale de réserve soit plus accommodante quant aux crédits accordés aux importateurs anglais et français était surtout le fruit d'une pression interne aux États-Unis.

## 2° Les dépenses de guerre des Empires centraux

Les dépenses de guerre de la monarchie austro-hongroise », non signé, (N°2, p. 111-137),  
La situation financière de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie à la date du 30 juin 1917 », Charles Rist, (N°4, p. 249-265),  
La situation financière de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie à la date du 30 juin 1917 », Charles Rist, (N°5, p. 362-380).

Ces trois articles ont rendu compte de la situation financière des Empires centraux dans les numéros 2, 4 et 5 de la *REP*. Le premier n'est pas signé, les deux autres sont de Charles Rist.

Présentons-les successivement.

### - Les dépenses de guerre de l'Empire d'Autriche-Hongrie

L'article du N°2 de la *REP*, entendait reconstituer les « dépenses de guerre » de l'Autriche-Hongrie.<sup>49</sup> Les dépenses de l'Empire d'Allemagne étaient publiées et donnaient lieu à des commentaires argumentés, il n'en allait pas de même de celles de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Son gouvernement « n'a publié jusqu'ici aucun document d'ensemble sur les résultats de sa gestion financière depuis le début de la guerre » (p. 111). L'objet était d'en fournir une évaluation au 1<sup>er</sup> avril 1917, donc de répondre à ceux qui minimisaient ces dépenses. Ces évaluations ne pouvaient pas être sereines. La crédibilité financière des belligérants était en jeu. Les débats se menaient au moyen d'articles dans les journaux et revues.

Par exemple l'article commenta longuement la dispute à la suite d'une évaluation de la dette de l'Autriche-Hongrie parue dans la presse suisse et la réponse qui lui fut faite dans la presse autrichienne. L'article d'Émile Colombi dans la *Gazette de Lausanne*, du 10 février 1917, donnait une évaluation de la dette de

<sup>49</sup> Il convient de distinguer les « dépenses de guerre » des « coûts de guerre ». Ces derniers incluent en plus des dépenses le coût des destructions et les pertes en vies humaines.

l'Empire austro-hongrois : « si la guerre devait durer encore jusqu'à la fin de l'année (...) on arriverait à un total de 120 milliards de couronnes » (p. 124). Il s'en suivit une réponse, le 1<sup>er</sup> mars 1917 reproduite « simultanément » (ce qui en révélerait, selon l'auteur, le caractère officieux) dans la plupart des journaux autrichiens sous le titre, *Fantaisies malveillantes sur les dépenses de guerre austro-hongroises* (p. 125)<sup>50</sup>.

La question de la dette était doublement importante. D'abord elle montrait si le gouvernement était plus ou moins lourdement endetté, donc plus ou moins susceptible de solliciter des prêts et des crédits à l'extérieur. Ensuite c'était une façon d'approcher le montant des dépenses de guerre proprement dites. En effet, selon l'auteur, il n'y avait pas eu dans l'Empire d'Autriche-Hongrie une augmentation notable de la fiscalité, cela impliquait que l'essentiel du financement correspondait à l'endettement. Si l'on considère l'état des finances austro-hongroises au 1<sup>er</sup> avril 1917, l'évaluation des dépenses de guerre s'élevait à « 76 milliards de couronnes, ce qui équivaudrait, en chiffre rond, à 80 milliards de francs » (p. 137).

Rist reprit les informations de l'article lorsqu'il présenta une synthèse de la situation financière des Empires centraux.

#### **- Les dépenses de guerre des Empires centraux**

Les deux articles de Charles Rist visaient à donner une vision d'ensemble de la situation financière des Empires centraux sur trois chapitres : les dépenses de guerre, le montant de la dette de guerre et totale, les charges budgétaires si les hostilités avaient pris fin au 30 juin 1917. S'il est impossible de dire à un moment donné à combien se montent « exactement » les dépenses de guerre des belligérants, il semblait, cependant, possible d'en donner de façon indirecte un ordre de grandeur.

L'article traitant de l'Allemagne parut dans le numéro 4, celui de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie dans le numéro 5.

#### **- L'Empire d'Allemagne**

La presse allemande se complaisait à comparer « les finances germaniques et celles de la France » (p. 249), aussi il était requis d'apprécier ces éléments de comparaison. Il ne s'agissait plus comme dans l'article précédent de Rist, d'apprécier la solidité respective du marc et du franc en fonction du montant des réserves en or et argent mais d'analyser les dépenses de guerre et comment il y avait été fait face dans les deux pays.

Rist analysa les « dépenses de guerre » des deux pays en 7 points clôt par un *Résumé synoptique*. Pour l'Allemagne il s'appuya sur les déclarations du secrétaire d'État aux finances, le comte Røedern, et sur les publications d'économistes allemands, pour la France sur les rapports parlementaires et les déclarations du ministre des Finances, Ribot. L'article entendait faire une « Comparaison rationnelle » des dépenses de guerre et de l'endettement des deux pays et répondre ainsi aux économistes allemands.

En conclusion, la situation de la France était bien meilleure que celle de l'Empire d'Allemagne, des dépenses de guerre moindres et un endettement moindre

---

<sup>50</sup> Les Austro-hongrois n'étaient pas en reste. L'article cite (et critique, cela va de soi) un journal le *Fredem-Blatt* du 31 décembre 1916 qui publie un tableau illustrant les « *Brillants résultats de la conduite financière de la guerre en Autriche-Hongrie et en Allemagne - Difficultés des États de l'Entente* » (p. 135).

mais du même ordre si on le rapporte à la fortune des deux pays (dette totale/fortune privée : Allemagne 32 % ; France, 33 %) <sup>51</sup>.

### **- L'Empire d'Autriche-Hongrie et l'Empire Ottoman**

Ce second article de Charles Rist fut publié dans le numéro de septembre à décembre 1917.

Il s'appuya explicitement sur « l'excellent article sur les finances de l'Autriche-Hongrie (...) de mars-avril 1917 » (non signé) pour son analyse. Il insista notamment sur deux points. Le premier est que la situation financière de l'Autriche et de la Hongrie, bien que participant du même Empire ne sont pas connues par les mêmes sources. Le second est qu'il n'était pas possible d'apprécier même approximativement, le "coût de la guerre". Ce que nous connaissons ce sont uniquement les "dettes de guerre" » (1917, p. 362) Rist dans son article distinguait la *dette civile* des dettes de guerre

Rist repris les rapports officiels publiés dans les journaux essentiellement l'autrichienne *Neue Freie Press* et l'allemande *Gazette de Francfort (Frankfurter Zeitung)*. Selon ces rapports la dette de guerre de l'Autriche a augmenté de plus en plus rapidement avec la durée du conflit. Elle est passée de 5 milliards de couronnes (la couronne valait 1fr05) au 31 décembre 1914 à 9,5 milliards au 30 juin 1915, à 14,1 milliards au 31 décembre 1915, puis au 30 juin 1916 à 24,5 milliards et enfin à 31,4 milliards au 31 décembre 1916.

La Hongrie ne publiait aucune donnée. Charles Rist s'appuya sur les évaluations de la presse autrichienne et allemande. Comme la Hongrie participait à concurrence de 36,4 % aux dépenses de l'Empire, donc aux dépenses de guerre, elle devait donc s'endetter dans les mêmes proportions. Cela conduisit la *Gazette de Francfort* à estimer la dette totale de l'Empire austro-hongrois à 49,3 milliards de couronnes au 31 décembre 1916.

Si la progression de la *dette de guerre* suivait son cours, elle pouvait être évaluée au 30 juin 1917, à *61 milliards et demi* de couronnes.

Le montant de la dette totale, pour Rist, s'élevait à plus de 50% de la « richesse en capital de l'Autriche-Hongrie » que Rist a comparé à cette même évaluation pour la France et l'Allemagne, respectivement 33 et 32 %. Cette évaluation prend tout son sens pour Rist si l'on considère la charge d'intérêt qu'implique cet endettement pour le budget d'après guerre.

## **II) Une dimension politique dans la REP ?**

### **1° A propos de l'Espagne**

Dans la *Chronique des faits pendant la guerre*, il est fait longuement état (p. 52-60) de la parution en Espagne de l'ouvrage d'Adolfo A. Buylla sur la législation ouvrière et le mouvement social en Espagne. Le point saillant de l'ouvrage est la reconnaissance du retard considérable de l'Espagne en matière de législation économique et sociale ainsi que la description des organisations politiques et sociales alors présentes. Le mouvement syndical se composait, pour l'auteur, de trois groupes, les socialistes (UGT), les catholiques (la présentation de leur

---

<sup>51</sup> La comptabilité nationale n'existait pas encore ni en Allemagne ni en France. Cependant le besoin d'une évaluation de la richesse nationale était présent de part et d'autre il y eut des évaluations de la richesse nationale (la fortune privée) et des revenus privés. Rist fit état des évaluations de Hellferich et de Pupin. Les travaux de ce dernier donnèrent à une longue recension dans la *REP*, « Les procédés d'évaluation de la richesse nationale (à propos d'un livre de M. Pupin) » par Jean Bourdon (1917, p. 226-243).

mouvement est d'autant plus longue que leur importance sociale était réduite), les anarchistes (CNT) (présentés comme les adeptes de la propagande par le fait, justifiant « le vote de la loi de répression de l'anarchisme »).

La Note s'arrête là mais pas l'histoire, c'est logique. Juste après la guerre il y eut en matière économique et sociale une « première européenne » en Espagne. Elle mérite d'être rappelée. Les entreprises espagnoles fournissaient les belligérants, sans qu'il y ait une amélioration des conditions de travail. Aussi elles engrangèrent de gras bénéfices, la contrepartie en fut une montée des revendications salariales au cours des années 1914-1918 et après-guerre. En 1919, le syndicat anarchiste, la *C.N.T. (Confederación Nacional del Trabajo)* conduisit une grève dans l'entreprise connue sous le nom de *La Canadiense*<sup>52</sup>. À l'issue de cette grève de 44 jours qui bloqua toute la Catalogne, le 3 avril 1919 fut adopté un décret limitant, en Espagne la durée du travail journalier à 8 heures et à 48 heures hebdomadaires. Peut-être était-ce là, comme en France, l'expression de la crainte que s'étende à travers l'Europe la Révolution à l'œuvre en Russie ?

## 2° L'Europe du milieu

La Note rendait compte de la Conférence de la *Mittel-Europa*<sup>53</sup> qui s'était tenue les 11 et 12 décembre 1916 à Budapest.

L'enjeu de la Conférence n'était pas de convaincre de la nécessité de la création d'une Europe centrale, c'était acquis, mais de la mise en place de mesures pratiques et de résolutions précises, dans le climat quelque peu particulier de l'année 1917. Toutes les dispositions de la Conférence se ressentirent des

<sup>52</sup> *Barcelona Traction, Light and Power Company limited*, fondée à Toronto en 1911.

<sup>53</sup> Naumann, député au Reichstag, publia son ouvrage, *Mittleuropa* en 1915. Il fut traduit en français en 1916 sous le titre *Europe centrale*, et publié aux États-Unis en 1917. Si pour certains (Jonas, 2007) aujourd'hui l'ouvrage figure parmi les précurseurs de ce qui devint la CEE puis l'U.E., ce n'est pas ainsi qu'il fut reçu, mais comme l'expression de la volonté de conquête des « pangermanistes ». L'ouvrage eut un grand succès. En Allemagne plus de 100 000 exemplaires furent vendus en quelques mois. Le thème n'était pas nouveau, l'ouvrage s'inscrivait dans un courant visant à la création d'une Confédération des pays de l'Europe centrale avant même l'entrée en guerre. On peut noter, entre autres, l'ouvrage du général Friedrich von Bernhardt publié en 1912, traduit en français en 1914 sous le titre *Notre Avenir* avec une préface de Clémenceau. Ce courant se renforça au cours du conflit. En 1914 le juriste Franz von Liszt publia une brochure (traduite en espagnol en 1915) montrant qu'une Confédération d'Europe centrale était une nécessité lorsque l'Allemagne vaincrait ; celle d'Eugen von Philippovitch en 1915 (*Ein Wirtschafts und Zollverband zwischen Deutschland und Österreich-Ungarn* soit *Une association économique et douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie*) ; les ouvrages de Paul Dehn, de Rudolf Teuden, etc. (Aulneau, 1926, p. 316-331). Le succès de l'ouvrage de Naumann tint à ce qu'il donnait un contenu à cette *Mittleuropa* en insistant sur la dimension économique (près de la moitié de l'ouvrage porte sur cette dimension) : « il est vain de vouloir unifier l'Europe centrale par des mesures politiques si l'unité économique ne se réalise pas ; or cette unité économique existe réellement, et les esprits sages envisagent d'abord la solution économique, préface à la solution politique » (Aulneau, 1926, p. 325). L'ouvrage de Naumann fut autrement apprécié par l'opposition comme c'est souvent oublié rappelons les critiques de Karl Kautsky dans la *Die neue Zeit*. Il y montrait que l'ouvrage n'était que l'expression d'une volonté d'hégémonie non seulement sur les petits États mais aussi sur la monarchie danubienne dans son ensemble. Selon Konstantinović qui analysa la signification de la notion d'Europe centrale : « Cet ouvrage se fondait sur la ferme conviction que l'Empire germanique remporterait la victoire et exercerait sans aucun doute, après la guerre, sa prédominance sur un vaste domaine géographique ; celui-ci, dénommé *Mittleuropa*, devrait être le quatrième État mondial, aux côtés de la Grande-Bretagne, de l'Amérique et de la Russie (p. 167). Cette *Mittleuropa*, écrivait-il, "sera allemande en son cœur, utilisera d'elle-même l'allemand comme langue mondiale et langue de communication, mais devra, dès le premier jour, faire preuve d'esprit de conciliation et de souplesse à l'égard des langues voisines concernées, parce que c'est la seule manière d'instaurer la grande harmonie " (p. 8). Parmi ces langues voisines, il cite aussi " le croate au Sud, le tchèque en Bohême, le magyar, le roumain, le polonais au Sud-Est et à l'Est " (p. 60). Mais rassembler tout cela en un " organisme historique et étatique " lui semble être " une tâche de grands faiseurs d'États " (p. 61) » (Konstantinović, 1994, p. 45).



propositions de négociations envoyées le 12 décembre 1916 aux membres de l'Entente.

Les délégués étaient nombreux et occupaient souvent des postes de responsabilité. Deux sortes de questions furent soulevées, elles donnèrent lieu à la présentation de rapports. La première concernait « la mise en harmonie des législations allemandes et autrichiennes, particulièrement en ce qui concerne les relations économiques », l'unification du droit, celle des tarifs de chemin de fer, les projets des voies navigables. La seconde portait sur « la politique commerciale [que] devraient pratiquer les deux empires dans leurs relations mutuelles », le rapport conclut à la nécessité de poser comme « principe la nécessité d'étendre au domaine commercial et économique l'alliance militaire et politique, et de parvenir à une union si étroite que dans les négociations « que les puissances alliées auraient avec d'autres États [sous-entendu avec les membres de l'Entente], leur qualité commune de membre de l'Alliance fut mise en évidence » (p. 67) et plus loin

Un accord douanier interviendra entre les puissances centrales *assez tôt pour que dans les négociations économiques qui accompagneront les pourparlers de la paix, les alliés puissent exercer une action collective efficace* (p. 67).

La pression devait être exercée sur les Gouvernements. Une motion fut votée en ce sens car « *Il faut que l'accord soit un fait accompli avant l'ouverture des pourparlers de paix* » (p. 69), encore que rien n'ait été mentionné il s'agit sans doute ceux qui étaient impliqué par la lettre du 12 décembre 1916.

Les choses avançaient. Un second Congrès se réunit à Berlin le 20 mars 1917, présidé par le docteur Paasche, vice-président du Reichstag. De nombreux parlementaires, allemands autrichiens y assistèrent. Une résolution fut votée appelant à un accord à « longue échéance » entre les deux Empires en matière de commerce et d'union douanière. Somme toute c'était la logique du *Zollverein* étendue aux Empires centraux auxquels devaient se joindre les petits États.

À compter du 6 avril 1917 avec l'Entrée en guerre des États-Unis, les projets et discussions prirent un autre chemin. Entre temps la Conférence s'était tenue, l'article écrit et publié.

### **III) Et après la guerre ? Pas de boycott.**

L'article de Charles Gide publié dans le numéro de mai-juin (1917, p. 171-196) était extrait de son rapport pour la Ligue des Droits de l'Homme. Il faisait suite à la Conférence des Gouvernements alliés qui s'était tenue à Paris les 14, 15, 16 et 17 juin 1916 à Paris.

L'article est quelque peu intrigant car il retourne les arguments issus de la Conférence de Paris comme on retourne un gant.

Le but très explicite de la Conférence était d'organiser le blocus des Empires centraux. La volonté des participants était d'élargir les capacités d'action des membres de l'Entente. Comme le disait M. W.M. Hughes, Premier ministre d'Australie de « rendre le blocus effectif pour peser de plus en plus sur l'ennemi afin de réduire la durée de la guerre » (*Conférence ...*, 1916, p. 29).

Les décisions qui figurent à la première page des Actes ne souffrent pas d'ambiguïté. Ce n'étaient pas des proclamations d'intentions mais la mise en place

d'organismes (ici d'un Comité) coordonnant les diverses mesures de blocus des Empires centraux. Le point III est bien explicite :

En vue de renforcer, de coordonner et d'unifier l'action économique à exercer pour empêcher les ravitaillements de l'ennemi, la Conférence décide de constituer à Paris un Comité permanent dans lequel tous les alliés seront représentés (*Conférence ...*, 1916, p. 1)

Donc, *a priori* le lecteur s'attend à une défense et illustration des entraves au commerce avec les Empires centraux notamment l'Allemagne.

Il n'en est rien, au contraire.

L'article de Gide propose une lecture des résolutions de cette conférence qui est une critique à l'égard de ceux qui entendaient mettre en place des mesures de boycottage à l'encontre du commerce des Empires centraux *après* la guerre.

Gide distingua deux sortes de résolutions issues de la Conférence : a) *les mesures pour le temps de guerre*. Ici, le blocus doit être le plus absolu possible afin d'affaiblir les capacités militaires de Empires centraux et écouter la guerre ; b) *les mesures transitoires* pour la période de reconstitution commerciale, industrielle et maritime.

*Les mesures en temps de guerre* ne devaient pas être confondues avec les *mesures transitoires*.

Les premières, logiquement, faisaient partie du processus militaire, la logique économique n'y avait pas sa place. Les secondes qui devaient être mises en place après la guerre, participaient d'une autre logique. Elles ne visaient pas à entraver les échanges commerciaux mais à les mettre en place. Dans l'article Gide reprit ces mesures en Note *in extenso* (ou presque !) car dans la Note il ne reprit pas le premier point concernant la solidarité des Alliés pour indemniser les pays victimes de destructions, de spoliations et de réquisitions abusives), ni même les déclarations qui visaient justement à instaurer un blocus des Empires centraux pour affaiblir leur capacité militaire.

#### ***IV) Une logique économique non financière***

Le long article de Jean Bourdon, 44 pages, tranche avec les articles habituels de la *Revue*. Il embrasse la totalité de la dimension « économique » de la guerre se mêlant même de stratégie. La caractéristique principale de l'article est son rejet de la dimension monétaire et financière, comme si la logique que la finance et la monnaie voilaient les réalités économiques et qu'il convenait de soulever ce voile :

Ne considérer que l'argent dépensé, c'est s'en tenir à la surface des phénomènes économiques provoqués par la guerre : on le fait parce que cela est plus aisé et aussi parce que l'on obtient des résultats plus précis, s'exprimant en chiffres qui manqueront presque complètement dans notre étude. Mais cette précision elle-même n'existe qu'en apparence [en Note l'auteur cite l'article de Jèze d'avril-mai 1916, qui « a dû renoncer à étudier la diminution de la fortune nationale ou du revenu national dans son étude sur "Les Finances de guerre de l'Angleterre", *Revue de science et de législation financière*] (...) (p. 382),

un peu plus loin on lit

Il y a deux problèmes contigus : Comment produira-t-on ce qui est nécessaire à la guerre ? Comment l'État se procurera-t-il les ressources nécessaires pour payer les produits ? Le premier problème est économique et le second financier : C'est surtout le second qu'on a étudié et cependant il ne pourrait même pas se poser si le premier n'était résolu d'abord. (...) le problème financier n'a dans la guerre actuelle présenté jusqu'à présent aucune difficulté

(...) Au contraire, le problème économique a pris une gravité extrême parce que les consommations de guerre sont devenues démesurées (...) C'est ce problème économique que nous voulons étudier (1917, p. 383)

et

On oublie surtout que la guerre ne se fait pas avec de l'argent mais avec les produits et services que paie cet argent (1917, p. 386)

Comment le Gouvernement fait face à ces consommations de guerre démesurées ?

Selon l'auteur, à l'encontre de l'opinion commune, l'approvisionnement en consommations de guerre ne provient pas à titre principal de l'étranger, fut-ce des alliés. Les importations n'ont pas augmenté significativement. La crise des changes tient surtout à la baisse des exportations, ce qui amène les interventions des États. Les consommations de guerre sont essentiellement assurées par les ressources propres de la France « et il en est de même des autres belligérants » (1917, p. 385). Ces ressources ne proviennent nullement d'une consommation de la fortune nationale mais du revenu national identifié à la production en nature du pays<sup>54</sup>.

Une question en découle : comment expliquer « le fantastique accroissement des consommations que provoque la guerre, alors que la mobilisation, appelant sous les drapeaux les travailleurs les plus robustes doit réduire beaucoup la production ? » (1917, p. 388). L'auteur met en avant quatre causes : 1) la guerre a moins accru les consommations qu'on ne le croit ; 2) certaines consommations importantes en temps de paix sont réduites ; 3) on renonce à la maintenance et à travailler pour l'avenir ; 4) on utilise mieux les facteurs de production.

Bourdon distingua deux phases dans la guerre. La guerre de mouvement de 1914 où les consommations de guerre furent restreintes. La conviction générale était que la durée de la guerre devait être courte faute de production de biens militaires et après avec le front immobile.

La guerre en 1914 s'était faite telle que l'avaient prévue les économistes avec l'arrêt de la production et grâce à la consommation des stocks existants. Si la lutte avait continué dans les mêmes conditions, elle aurait dû cesser (...) mais elle a pu se prolonger grâce à un phénomène imprévu : la renaissance de la vie économique en pleine guerre. (...) la (nouvelle) tactique a exigé que la guerre mondiale devint une guerre d'usines (...) Les fabrications de munitions d'abord, ensuite de canons, d'aéroplanes et de tous autres engins durent être développés en tous pays (1917, p. 389).

Ce fut la création d'une « industrie nouvelle » tournée vers la guerre avec une demande de main d'œuvre accrue, une mise en sursis des ouvriers spécialisés, une

<sup>54</sup> Jean Bourdon s'appuie ici, nous semble-t-il, sur son article, « Les procédés d'évaluation de la Richesse nationale. (à propos d'un livre de M. Pupin) » paru dans cette même année dans la *REP*. Il y soulignait que « l'essentiel est de déterminer, non pas le capital national mais le revenu national », (1917, p. 234). Ce revenu « peut se décomposer en deux parties : *Revenu consommé* = production nationale d'objets de consommation et de services *moins* les objets et services fournis à l'étranger *plus* les objets et services fournis par l'étranger. *Revenu épargné* = biens intermédiaires produits dans le pays ou acquis à l'étranger en échange de fourniture » (1917, p. 237). Cette décomposition du revenu entre Consommation et Épargne n'a de sens 1) que si le revenu épargné est identique aux investissements et 2) surtout que si le revenu pris en considération est un « revenu en nature ». Comme le reconnaît l'auteur « Comment additionner des hectolitres de blé et de tonnes de charbon ? » (*ibid.*, p. 238). Alors il faut tout ramener à une mesure commune, l'argent. Alors les difficultés commencent. Il semble bien que l'auteur, pris sans doute dans une logique où l'épargne est toujours identique à l'investissement, n'ait pas pris toute la mesure de cette introduction de la monnaie qui ne demeure qu'une « commune mesure ».

main d'œuvre féminine accrue, des salaires plus élevés, même si « les salaires ne se sont jamais élevés autant que le prix des denrées alimentaires », l'intensité du travail a augmenté. D'autre part l'entretien, la maintenance furent négligés et surtout la production agricole, faute de bras a baissé.

Pour Jean Bourdon, dans l'ensemble, les importations n'ont joué qu'un rôle secondaire, l'essentiel provenant des ressources propres de chacun des belligérants.

Quant aux perspectives d'avenir, si Bourdon partage l'avis du Professeur Camillo Supino selon lequel il y aura nécessairement une crise de reconversion « au moment où à l'économie de guerre sera de nouveau substituée l'économie de paix » (1917, p. 395) cette crise ne peut être que de courte durée. A plus long terme qu'en est-il ? Il y aura une hausse de l'épargne : d'abord en conséquence de la réduction des consommations civiles, ensuite parce que « les épargnes qui sont prélevées sur les principalement sur les profits » et que ceux-ci se sont « formidablement » développés. En somme aujourd'hui en France, l'épargne est plus du double de ce qu'elle était et même si ces économies ont été employées aux dépenses de guerre, « ce n'est là qu'un manque à gagner, non un appauvrissement véritable » (1917, p. 396). Selon Jean Bourdon les consommations de guerre ralentiront « l'enrichissement de l'humanité sans cependant l'arrêter ni l'empêcher de compenser et au-delà les appauvrissements véritables qu'elles provoquent en quelques points », elles perturberont aussi la répartition des richesses en transférant celles-ci « des belligérants aux pays neutres et, dans l'intérieur des nations, de certains citoyens à d'autres » (1917, p. 402).

Est-ce que la situation des pays belligérants à la fin du conflit serait comparable, comme l'avait suggéré Charles Gide, à la situation des pays neutres où la pénurie de main-d'œuvre n'empêche pas le développement de la prospérité ? Bourdon pense qu'il n'en est rien, l'analogie « est toute superficielle » car leur structure économique diffère complètement (1917, p. 407). Le vrai péril ne tient pas à la réduction de la richesse mais à ce que dans les divers pays qui ont pris part à la guerre « le nombre des bras aura beaucoup diminué et celui des bouches inutiles fort peu » (1917, p. 407).

Si l'avenir est moins gris qu'il n'est affirmé en termes de consommation des richesses qu'en est-il du présent, de la nécessité de couvrir les dépenses de guerre, d'autant que

la guerre est devenue une guerre de matériel, qu'il en résulte déjà une gêne économique chez tous les belligérants, qu'il faudra de plus en plus de matériel pour l'armée et que partant la gêne croîtra de plus en plus. Comment tenir plus longtemps que l'ennemi, comment assurer plus longtemps que lui la vie de notre population, comment fournir plus longtemps et avec plus d'abondance à nos soldats les armes, les munitions, les vivres qui leur sont nécessaires ? (1917, p. 408)

Rejetant l'optimisme de Charles Gide (*Scientia*, 1916, N°2) pour qui les dépenses de guerre seraient assimilables au secteur des biens de luxe, et que donc il serait aisé de transférer les masses de travailleurs d'un secteur à un autre Bourdon appelle à double action en direction de la consommation (économiser) et de la production (l'augmenter).

Une déclaration d'un patriotisme vibrant ouvre les propositions avancées par Jean Bourdon :

Ce sont les souffrances inhérentes aux périodes de transition (...) il ne saurait être question de professer à leur égard l'indifférence hautaine qui est commune à l'économie politique classique et au socialisme marxiste (...) Mais en temps de guerre, lenteurs et ménagements ne peuvent être admis. L'intérêt supérieur de la patrie commande de passer outre (1917, p. 411).

Après une déclaration d'un lyrisme qui n'est pas sans rappeler les déclarations de la période révolutionnaire, Bourdon n'avance pas des suggestions que des injonctions pour la politique économique à suivre même en matière militaire : « il faut » devient l'anaphore qui ouvre nombre de ses propositions

Deux sortes d'économies sont envisagées, les économies publiques et les économies et les économies privées.

Pour les économies publiques. « Il faut » éviter tout ce que n'impose pas la Défense nationale ; « il faut » réorganiser le front, citant une étude du colonel Émile Mayer, démobiliser partiellement car « "il faut" des hommes dans les usines de guerre », ce qui réduit l'importance du risque de torpillage des transports maritimes en provenance d'Angleterre et des États-Unis ; « il faut » encore appeler en France des soldats d'autres pays ; ...

Pour les économies privées. La tentative de MM. Gide et Faure, avec la Ligue des économies créée à l'image de celle de l'Angleterre pour une réduction volontaire de la consommation des particuliers a échoué. Pour réduire la consommation des particuliers trois moyens sont proposés par Jean Bourdon. D'abord la hausse des prix, même on ne peut pas trop en attendre car elle est source de dangereuses inégalités. « Il appartient à l'État » de la maintenir dans des limites convenables. Ensuite si cette hausse ne suffit pas « "il faut" recourir au rationnement véritable, déterminer quelle quantité de marchandises seront disponibles pour la consommation » (1917, p. 418). Enfin, citant l'exemple de l'Angleterre où l'*income tax* a pu s'élever jusqu'au tiers du revenu, il propose réduire les revenus des particuliers en accroissant les impôts directs, pour le temps de guerre.

Accroître la production. Les mesures proposées sont à la hauteur de la déclaration initiale : il convient de ne pas taxer les prix trop bas pour ne pas décourager les entreprises, laisser les prix monter car cela oblige les « oisifs » à aller travailler ; supprimer les aides aux femmes de mobilisés et de fonctionnaires pour qu'elles soient obligées de travailler ; supprimer les secours au chômage (1917, p. 423). Tout joue sur le travail, c'est le lemme de tout l'article et en assure la cohérence. Ces propositions de contrainte ne sauraient surprendre. C'est pleinement en accord avec la déclaration initiale. La mobilisation de la population doit être totale. Il y aurait des réserves de travailleurs, la contrainte de la misère pourrait les inciter à se proposer sur le marché du travail, à les mobiliser afin d'accroître le revenu national principal moyen de pourvoir aux nécessités de la guerre.

La conclusion est nette. Un appauvrissement généralisé de la population civile peut être envisagé sans difficultés majeures. Le niveau d'existence de la population peut baisser jusqu'à ce qu'il était 40 ans en arrière « sans problème et cela est vrai pour toutes les classes sociales comme pour les ouvriers » (1917, p. 424); il ne faut pas craindre que les civils réclament une paix prématurée, il existe une « séparation très forte entre le front et l'arrière » ; le Gouvernement ne doit pas

écouter les « criaileries » des civils, à l'image de ce qui se fit lors de la Révolution dans la période 1794-1797.

### L'ANNEE 1918

En ce début d'année si les auteurs ne savaient pas que la guerre s'achevait, par contre les 14 points du président Wilson pour une paix « juste » étaient de connaissance commune.

En 1918, le camp allié ne cessait de se renforcer en matériel et en hommes venus des États-Unis. L'optimisme était de mise.

Après le Traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918, rapatriant des troupes du Front de l'Est, les armées allemandes lancèrent leur offensive le 21 mars 1918, l'angoisse à Paris fut à son comble et pas seulement à Paris<sup>55</sup>. L'enjeu était de taille. Les généraux allemands entendaient asseoir leur domination sur les armées franco-britanniques *avant* que les troupes américaines puissent être engagées afin de négocier la fin du conflit sur des bases favorables. L'offensive échoua. Ce fut la seconde victoire de la Marne. Le vent avait tourné. À compter de 18 juillet 1918, les armées Alliées enfoncèrent l'armée allemande. De recul en recul elle revint à sa frontière de départ. Pour la *Triple* le temps de la défaite était venu. L'Armée autrichienne était vaincue tout comme la bulgare et l'ottomane. Les autorités allemandes, représentées par le prince Max de Bade, adressèrent le 3 octobre 1918 au président Wilson un télégramme demandant à négocier un accord de paix sur la base de son programme en 14 points. Ce ne fut pas simple, de demande de précision en demande de précision, de crise militaire en crise politique l'armistice fut signé le 11 novembre 1918 entre les représentants militaires alliés et les autorités allemandes.

Le ton des articles et des contributions de l'année 1918 en fut modifié.

La *Chronique de guerre* disparut remplacée par une très abondante recension d'ouvrages et de revues (la liste des recenseurs d'articles des revues se composait de vingt à vingt-cinq personnes). Il convenait que les économistes français se mettent au diapason des travaux qui se menaient dans les autres pays. Des revues de langue française bien évidemment mais surtout des revues étrangères maintenant librement disponibles qu'elles soient allemandes (*Die Bank, Bank-Archiv, Jahrbücher für Nationalökonomie*), anglaises, américaines, italiennes ou suisses.

L'enjeu de la *REP* n'était plus de rendre compte, sous la coiffe de la censure, de la dimension économique de la guerre, mais du Traité de Versailles. Ce fut le principal défi de la *Revue* en 1919.

#### Articles retenus :

- « Des projets d'entente financière après la guerre », Charles Gide, (N°1, p. 1-16)
- « Le renouvellement du privilège de la Banque de France », Georges Lachapelle (N°1, p. 17-29).
- « Les deux derniers emprunts allemands », Charles Rist, (N°1, p. 30-45).

---

<sup>55</sup> « La percée allemande sur la Somme fin mars 1918 très forte dépréciation de la monnaie nationale » (Blancheton, p. 123).

« Walther Rathenau et l'organisation industrielle d'après-guerre en Allemagne », Henri Hauser (N°2, p. 158-164)

« Dettes de guerre et richesse totale chez les belligérants et les neutres », non signé (N°2, p. 168-169).

« La guerre et les finances de la France », Décamps, (N°3, p. 209-229).

« La syndicalisation obligatoire en Allemagne », Henri Hauser, (N°3, p. 230-265).

« La Banque d'émission austro-hongroise et les banques de dépôt en Autriche et en Hongrie », Charles Rist, (N°4, p. 419-426).

## ***I) La Finance, toujours et encore***

### **1° Pourquoi pas une monnaie de papier non gagée ?**

L'article de Gide publié en tête du premier numéro de l'année reprenait le texte d'une Conférence prononcée le 15 janvier 1918 à l'École des Hautes Études sociales. L'article est un tant soit peu particulier. Il présentait trois projets destinés à régler les dépenses de guerre une fois la paix revenue. Les auteurs n'appartenaient pas à la sphère des théoriciens de la monnaie mais plutôt à celle des « faiseurs de projet » (qui ne sont pas sans rappeler la fièvre des « *arbitristas* »<sup>56</sup>, espagnols des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles). Si l'on prête une attention, même rapide les projets ne sont pas de même nature, ils constituent deux groupes. Le premier groupe se compose des deux premiers projets. Ceux-ci visaient à proposer des mesures de *bonne gestion* des dettes de guerre. Le second groupe se compose des projets visant à instaurer un système monétaire international *supprimant* les dettes.

Gide à cette l'occasion énonça les principes d'une monnaie dégagée tout lien avec un quelconque « gage », or ou argent. Dans ce cadre d'une part la valeur de la monnaie billet (ou métal) ne résulte que du consentement des agents économiques D'autre part, et ce la peut surprendre le lecteur, Gide souligna qu'il ne convenait pas de trop craindre l'inflation, celle-ci pouvant d'ailleurs être avantageuse.

Ces projets s'inscrivaient dans le contexte du message énonçant les conditions d'un traité de paix en 14 points du Président Wilson. Gide visait explicitement ce 14<sup>e</sup> et dernier point<sup>57</sup>, la création d'une « Société des Nations », sympathique mais brumeux :

On voit éclore tous les jours quelque nouveau projet de constitution pour la Société des Nations, et personne plus que nous n'en souhaite la réalisation. Néanmoins cette réalisation est encore dans la brume de l'hypothèse ... (p. 1).

En janvier 1918 rien n'était réglé. L'avenir était à inventer, les projets présentés par Charles Gide ont un aspect quelque peu hors règles.

Plusieurs « ententes » étaient envisagées pour après : entente commerciale, entente financière, entente coloniale. L'entente commerciale, selon Gide, avait été l'objet de la Conférence du 14 au 17 juin 1916 à Paris entre les membres de l'Entente portait sur les règles du commerce international. C'est là un véritable tour de force. La Conférence ne visait pas le retour aux normes commerciales la paix revenue, mais

<sup>56</sup> Ce terme vient du latin *arbitrio*, c'est-à-dire proposition ou remède.

<sup>57</sup> « 14°. Il faut qu'une société des nations soit constituée en vertu de conventions formelles ayant pour objet d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux petits comme aux grands États » (Wilson, 1918).

à coordonner le blocus des Empires centraux. L'Acte final de la Conférence était on ne peut plus explicite, la formule de Bonar Law, délégué britannique, dans sa concision en rend compte sans ambiguïté : il convenait de rendre « le blocus aussi complet que possible » (*Conférence économique*, p. 29). L'entente coloniale était un projet prématuré même si c'était là « une des conditions essentielles de la paix future » (p. 1), restait l'entente financière, l'objet des trois projets.

### - Une bonne gestion de la dette ?

Le premier des trois projets (sans nom d'auteur) est très bizarre. Il part d'une question strictement financière et se clôt par des propositions de démembrement de l'Empire colonial français au profit des États-Unis qui ne demandaient rien.

La thèse défendue est de « faire masse de toutes les dépenses de guerre et de les répartir entre tous les tous les États de l'Entente [en y incluant les États-Unis] *au prorata* de leur revenu, comme fait l'État lui-même entre ses contribuables par l'impôt proportionnel sur le revenu » (p. 2).

Quatre États étaient concernés : la France, l'Empire britannique, l'Italie et les États-Unis. Il accompagna l'affirmation d'un tableau où apparaissaient par pays : les dépenses de guerre ; la charge d'intérêt des emprunts ; le revenu global ; la répartition de la charge d'intérêt au *prorata* de ce revenu. Les États-Unis subissaient l'essentiel de ce transfert des charges d'intérêt comme il était à prévoir, aussi Gide jouant au démiurge n'hésita pas à offrir en compensation de

l'inégalité trop grande de l'entente financière (...) nos colonies d'Amérique – la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon – peut-être même Tahiti (...),

il poursuivit peut-être quelque peu embarrassé de jouer ainsi du destin des autres

Je sais bien qu'il serait un peu pénible de faire de nos colonies et de leurs habitants une sorte de monnaie d'échange, mais entre amis on trouve toujours moyen de s'arranger [*sic.*]. On pourrait très bien réserver le droit de plébiscite ou de referendum. Toutefois il y a lieu de croire que les Français ou francisés de nos colonies d'Amérique n'auraient pas de peine à comprendre que la puissante République (...) sera en mesure de leur assurer une prospérité économique infiniment supérieure à celle qu'ils pourraient attendre (...) de notre administration (...) Mais nous ne pouvons envisager ici les aspects multiples d'une entente coloniale : nous nous bornons à suggérer la possibilité de la lier à l'entente financière (1918, p. 4-5).

Le second projet allait dans le même sens qu'un article d'Edmond Théry dans *Le Matin*<sup>58</sup>. Il consistait en l'émission par l'ensemble des pays membres de l'Entente, d'un « grand emprunt international destiné à liquider les dépenses de guerre » (1918, p. 5). Chacun des pays recevrait une part de cet emprunt. Un tel emprunt s'il avait comme avantage d'être à moindre coût, entraînerait un contrôle mutuel sur la situation financière des différents pays, en conséquence « il ne serait pas aisé de résoudre ce problème sans risquer de provoquer certaines susceptibilités » (*ib.*, p. 6).

Si les deux premiers projets visaient à « alléger le fardeau des charges de guerre », l'enjeu du troisième était tout autre : il consistait en la mise en place d'un

<sup>58</sup> Edmond Théry (1854-1925) était un journaliste économique, directeur de *L'Économiste européen*, défenseur du protectionnisme et fondateur avec Paul Cauwés de la Société d'économie politique nationale. *Le Matin* (1883-1944) était alors un des principaux quotidiens français avec un tirage de près d'un million d'exemplaires, avant de sombrer économiquement dans les années 1930 puis dans la collaboration.



système monétaire supranational avec l'émission de billets de banque internationaux non gagés sur l'or.

### **Un nouveau système monétaire international**

Ce troisième projet résultait de la mise en parallèle de deux projets distincts qui allaient dans le même sens : la création d'une monnaie internationale qui ne serait pas gagée sur un quelconque métal or ou/et argent.

Le premier était celui qu'André Citroën<sup>59</sup> publia dans un journal à grand tirage<sup>60</sup>, sous le titre « Un horizon nouveau – Le problème financier résolu dans tous les pays belligérants par le *Le Symplex* » (1918, p. 7). Il s'agissait, sitôt la guerre finie de créer une Banque des Nations qui émettrait 1200 milliards de billets<sup>61</sup>, les *Symplex*. Cette somme serait répartie entre toutes les nations belligérantes y compris les vaincus [sous-entendu les Empires centraux]. De sorte que les nations pourraient « rembourser tous les emprunts de guerre déjà contractés, (...) solder toutes les dépenses non encore réglées, puis (...) payer les indemnités aux sinistrés, et enfin à constituer le capital nécessaire au paiement des pensions viagères (mutilés, réformés, veuves et orphelins) » (p. 7). En somme effacer d'un seul coup l'ensemble des dettes de guerre. Gide ne pouvait pas ne pas qualifier le projet de « simpliste » (p. 8) en faisant implicitement référence aux assignats : « Tous ceux qui ont quelque connaissance de l'histoire économique auront reconnu dans cette brillante vision tous les caractères de ces mirages dont le papier-monnaie est l'artisan féérique et qui, comme ceux du désert, métamorphosent en un clin d'œil les sables arides en oasis » (p. 8). La critique tenait à l'abondance de signes monétaires, que seule une abondante thésaurisation maîtriserait, mais celle-ci repose sur la confiance dans la permanence de la valeur de la monnaie, celle-ci disparue, les billets se précipiteraient telle une « cataracte » sur le marché.

Le second projet, présenté par Maurice Duclos<sup>62</sup>, reposait sur les mêmes bases : une émission internationale, non gagée, de billets. La différence entre ces deux projets tenait à la valeur des billets. Les billets de Duclos se cantonnaient aux règlements internationaux.

Le principe était le même dans les deux projets : l'abandon de toute référence à l'or. Il convient de citer Gide sur ce point car elle souligne nettement sa position en matière de monnaie, la guerre a servi de révélateur. Il était avéré que pendant la guerre tous les Instituts d'émission ont créé de la monnaie non remboursable, il en conclut :

On pourrait aller jusqu'à dire que la guerre n'a fait que mettre en lumière ce qui existait déjà en temps de paix, à savoir que, même lorsqu'il est remboursable en espèces, le billet de banque trouve sa valeur dans le crédit ou, plus exactement, dans le consentement universel à l'accepter comme instrument d'échange et de libération pour la valeur qu'il porte inscrite (...) seuls les banquiers ont besoin d'or pour envois à l'étranger.

(...)

si la valeur de la monnaie or est plus solide que celle du billet, ce n'est point précisément parce qu'elle est en or mais parce que le consentement mutuel sur lequel elle se fonde (...)

<sup>59</sup> À notre connaissance c'est le seul texte publié d'André Citroën en matière monétaire.

<sup>60</sup> *Le Petit Parisien* (1876-1944), concurrent du *Le Matin*.

<sup>61</sup> Un de ces billets serait équivalent à 1/3 de gramme d'or car c'était à peu près l'équivalent d'un franc d'alors.

<sup>62</sup> *La crise monétaire mondiale. Projet de solution par la création d'un billet de banque international*, Paris, Imp. Chaix, 1917 (Gide dans sa référence a oublié le mot « monétaire »).

est celui du monde entier, c'est parce que sa valeur est, comme on dit, internationale et non pas seulement nationale. Dès lors tout billet de banque qui, comme le *Symplex* aurait cours légal et effectif dans tous les pays civilisés, bénéficierait du même avantage, mais à la condition toutefois que la quantité émise ne dépassât pas les besoins (p. 12).

Gide ne s'arrêta pas en si bon chemin. Il ne fallait pas craindre l'inflation car, en fin de compte, toutes les fois que s'est produit

une surabondance de papier-monnaie, une inflation comme disent les économistes non seulement les populations n'ont pas trop gémi, mais même elles se sont si bien accommodées (...) qu'on a eu toutes les peines du monde (...) pour revenir à ce qu'on appelle un régime monétaire sain (p. 14).

On ne pouvait être plus rassurant, même si le projet lui semble « d'ordre plus sentimental qu'économique » (p. 16).

## 2° Un retour à une « gestion saine de la monnaie »

On retrouve les principes d'une « gestion saine » de la monnaie lors du renouvellement du privilège d'émission de la Banque de France que commente Georges Lachapelle et quand Charles Rist évalue la portée des derniers emprunts allemands. On le retrouve encore lorsque Charles Rist rend compte de l'ouvrage de M. Bergès et F. Besson (1918), *Le problème monétaire et fiduciaire*, Paris, M. Rivière.

### - Le *statu quo* du statut de la Banque de France

En ces débuts de 1918 où l'avenir était encore incertain Georges Lachapelle commenta le renouvellement par Louis-Lucien Klotz (1868-1930), alors ministre des Finances, du privilège d'émission des billets de la Banque de France. Cela donna l'opportunité à G. Lachapelle, dans la continuité de son ouvrage, *Nos finances pendant la guerre* (1915), de réaffirmer les principes d'une « gestion saine de la monnaie ». Ce qui fonde la valeur d'un billet de banque, la chose est certaine, c'est le gage, or et/ou argent :

Il faut bien rappeler, cependant, puisque des théories si singulières ont pu se répandre à ce sujet, que le billet de banque n'est pas autre chose qu'un bon de monnaie, remboursable en espèces [or ou argent, est-il précisé un peu plus loin] et à toute réquisition (1918, p. 19).

Ensuite, s'assurer qu'il n'y a pas trop de billets en circulation, car l'abondance de ces billets provoque de façon certaine aussi une hausse des prix de nature inflationniste. Sur la base de la comparaison entre deux tableaux (p. 20 et 21), l'un sur les montants de la circulation et l'autre sur les variations de prix de treize denrées du Bulletin statistique il conclut :

Il n'est pas contestable que l'accroissement de la circulation a *précédé* – et non suivi comme on le prétend quelquefois – la hausse de prix et que cette hausse s'est accentuée au fur et à mesure que la circulation augmentait. Il ne peut en être autrement, sauf, bien entendu, dans le cas où l'accroissement des moyens de production compense l'accroissement des moyens de paiement. Mais en temps de guerre, il est difficile d'espérer un accroissement de la production (...) tandis que, par la faute et l'imprévoyance des gouvernements engagés dans le conflit l'inflation ne cesse d'augmenter (*ib.*, p. 22).

Pour faire cesser cette inflation, le remède est aisé. Il suffit que l'État cesse d'emprunter à la Banque de France. Les dépenses de guerre doivent être financées « en augmentant les impôts et en émettant des valeurs du Trésor » (p. 22). Alors il y aura moins de billets en circulation et « par suite une baisse des prix » (*ib.*).

Enfin dernier point, pour maintenir intact et solide le crédit du billet de banque, il convient d'assurer l'indépendance de la Banque de France à l'égard du gouvernement (ce qui passe par un privilège octroyé sur longue période, en l'occurrence 25 ans, jusqu'en 1945. L'histoire en a décidé autrement) et ne pas la transformer en Banque d'État. C'était la position qu'il défendait en 1915, la généralisant, alors aux « économistes » dans leur ensemble :

Les économistes ont toujours soutenu, en effet, que les banques d'émission devaient vivre sous un régime de pleine liberté et de pleine indépendance vis-à-vis de l'État. La confiance disent-ils, ne s'impose pas ; c'est au public qu'il appartient d'apprécier la différence entre une monnaie de papier très saine et une autre qui l'est moins. Lorsque l'État se mêle de la gestion d'une banque d'émission, c'est toujours pour l'accabler de charges nouvelles et pour l'obliger à faire des avances qu'il n'est jamais pressé de rembourser, et il porte ainsi l'atteinte la plus grave au crédit de la banque (Lachapelle, 1915, p. 210).

Le succès d'une Banque centrale pleinement indépendante ne pouvait être garanti. Aussi Lachapelle dans l'article reprit les arguments de son ouvrage, il convenait de tempérer cette indépendance, car les situations de « juste milieux ont toujours semblé préférables aux solutions basées sur des principes absolus » (*ib.*, p. 211) en France c'était le cas où « aucune autre société n'est tenue en tutelle plus étroite » (p. 28) par les autorités. La conclusion de l'article était claire : ne rien changer.

### **- Un point de vue de banquier : La France, la guerre et ses finances, un bon compte ?**

Lors d'une Conférence le du 2 mai 1918, à l'École polytechnique, Jules Décamps<sup>63</sup> présenta l'ensemble des moyens mis en œuvre pour couvrir les dépenses de guerre. Il n'est pas surprenant que la *REP* en ait assuré la publication.

Les dépenses ? Elles furent sans commune mesure avec tout ce qui était anticipé : « 800 milliards, peut-être davantage. 800 milliards, dont un tiers, soit 250 milliards pour le groupe des Empires centraux ; deux tiers, soit 550 milliards pour le groupe des Alliés y compris les États-Unis depuis le mois d'avril 1917 (...) [sans compter le coût de la réparation des dommages]. Jamais l'imagination n'aurait pu concevoir un total aussi formidable avant d'être en face du fait accompli » (p. 209).

Pour l'auteur le « montant des dépenses de guerre de la France sera au bas mot de 135 milliards de francs au mois d'août prochain [en excluant le coût de la réparation des dommages - cette somme renvoie à ce qui fut déboursé effectivement à cette date], cela représente un peu plus que le total de nos budgets des trente-cinq années qui ont précédé la guerre » (*ib.*, p. 211).

Les recettes ? Pour « couvrir » ces dépenses, quatre procédures ont été engagées : les recettes fiscales, les emprunts intérieurs, les avances de la Banque de France et les emprunts à l'étranger. Le compte ne semble pas y être.

---

<sup>63</sup> Chef des Études économiques de la Banque de France (*REP*, 1918, p. 446). « Cet homme nous apparaît dans les années 1920 comme l'un des défenseurs les plus acharnés de l'orthodoxie monétaire » (Blancheton, p. 141).

Leur énoncé s'est accompagné d'une évaluation de leur montant, avec un degré d'approximation certain. Les recettes fiscales n'ont représenté qu'une faible partie des sommes mises à la disposition du Gouvernement (15 milliards). Les emprunts à long terme, les « consolidés » (1914, 1916 et 1917) et les obligations faisaient un total de 32 milliards ; les emprunts à court terme, les Bons de la Défense nationale, (30 milliards). Les avances de la Banque de France se sont élevées à 19 milliards. Étrange calcul. Les dépenses de guerre avérées s'élevaient à 135 milliards de francs, les sommes disponibles font un total de 96 milliards. L'écart, soit 39 milliards, correspondrait au montant des emprunts étrangers.

L'auteur quelques lignes avant la conclusion n'écrivait-il pas :

Au 31 décembre dernier (donc 1917), le montant des emprunts contractés à l'étranger, par le Trésor, ou pour son compte, était d'environ 18 milliards et demi de francs ; depuis ce chiffre s'est encore accru de plusieurs milliards. La presque totalité a été placée en Angleterre et aux États-Unis (...) (p. 225).

En effet pour se procurer des matières premières, des armements et la nourriture, il fallait importer. Les ressources en devises furent épuisées dès les premiers mois de la guerre, ensuite ce fut le portefeuille des titres étrangers puis l'or de la Banque de France au risque d'affaiblir le change :

Il ne restait qu'une solution : recourir au crédit, emprunter aux pays auxquels nous devons et leur demander de reporter à des jours meilleurs la liquidation de nos dettes. C'est à quoi on s'est résolu (p. 226).

La conclusion est sans surprise. L'auteur appelait à un nouveau financement de la dépense publique : plus d'impôts (une « nécessité », « inéluctable »), réduire le poids de la dette à court terme, et « surtout [réduire] la dette de l'État envers la Banque » (p. 228).

Au cours de cette conférence Jules Décamps présenta le fonctionnement « normal » de la Banque (p. 223) et celui en période de guerre (p. 220). À chaque fois ce fut en termes de circuit mais sans utiliser le terme<sup>64</sup>.

L'émission normale, « ordinaire » pour Jules Décamps, est liée à l'escompte. Les billets émis lors de cet escompte ont une contrepartie qui leur fait équilibre, lors du règlement final les billets reviennent à la banque. Le circuit est bouclé. Le second type de circuit, plus complexe car il reste ouvert, est le suivant. Le Trésor emprunte à la Banque qui émet des billets. Avec ces billets le Gouvernement règle ses fournisseurs (matériels, munitions, etc.) « ce qui va rendre possible la constitution d'épargnes nouvelles pour la partie représentée par des rémunérations de services. Les disponibilités ainsi créées vont pouvoir être aspirées par l'émission des Bons de la défense nationale (...) Les emprunts de consolidation viendront liquider la situation (...) (dispensant) l'État de remboursement » (p. 220). Ou encore l'État emprunte, dépense cet emprunt puis sur la base des épargnes issues des revenus résultant de ces dépenses emprunte de nouveau. Dans ce second circuit les billets émis vers le Trésor restent dans l'économie soit ils circulent d'emprunt à emprunt

---

<sup>64</sup> Ce circuit de création puis d'annulation de la monnaie émise n'a cependant que fort peu à voir avec les théories modernes du circuit.

soit ils sont thésaurisés, ils ne reviennent pas à la Banque. Ils sont l'expression de la dette vis-à-vis de la Banque de France.

Ce constat de la dette extérieure c'est le signe de l'appauvrissement du pays :

La fin de la guerre nous laissera avec une dette extérieure considérable, nous qui n'en avons pas précédemment. Nous devons nous attacher à maintenir cette dette dans les limites les plus étroites possibles (...) [car] le paiement des arrérages et remboursement appauvriront le pays (p. 228-229).

La gestion de la dette internationale était l'enjeu des politiques à venir comme des accords également à venir entre Alliés lors des négociations qui allaient présider au Traité de Versailles. L'Allemagne peut-elle payer suffisamment pour régler ces dettes de guerre ?

### 3° Les emprunts allemands et leur succès.

De numéro en numéro Charles Rist publia ses analyses sur l'état des finances des Empires centraux, particulièrement de l'Allemagne.

Dans le premier numéro de 1918, il s'appuya sur la presse allemande de fin 1917, les : *Frankfurter Zeitung*, *Berliner Tagblatt* et *Die Bank* ainsi que la *Vossische Zeitung*. L'article se présente comme un commentaire du « discours prononcé le 20 septembre [1917] à Francfort par le président de la Reichsbank [Rudolf von Havenstein (1857-1923)] sur la politique financière d'après-guerre » (p. 30). L'enjeu de ce discours, pour Charles Rist n'est pas tant les emprunts de 1917<sup>65</sup>, qui pourtant donnent le titre de l'article, que d'apprécier les éléments d'une politique à venir avec la question lancinante : « pourra-t-on au jour de la paix rendre rapidement liquides les sommes énormes aujourd'hui consolidées dans les emprunts ? »

La réponse de Havenstein se déclina en trois points : 1) maintien des caisses de prêts de guerre pendant quatre ou cinq ans après la paix (afin de soutenir l'activité) ; 2) création d'un « syndicat bancaire » sous la direction de la Reichsbank pour assurer la liquidité ; 3) pour liquider la dette, encore que l'enjeu ne soit pas d'assurer le remboursement du capital mais d'assurer le paiement *régulier de la charge d'intérêt*. L'indemnité des Empires vainqueurs qu'en est-il ? En l'occurrence le président de la Reichsbank n'a plus de grand espoir quant à son montant : « La paix nous apportera-t-elle une indemnité et dans quelle mesure ? (...) Cela dépend de la victoire en vue de laquelle nous combattons (...) il vaut mieux laisser de côté ce poste incertain de notre bilan et de parler que nos propres ressources<sup>66</sup> » (p. 32).

Un point restait à éclaircir le succès que rencontraient les emprunts allemands en dépit de leur montant sans cesse croissant.

Un premier élément est avancé (mais pas encore nommé) dans une note de bas de page, l'effet d'éviction. L'État, comme emprunteur, fait prime sur les autres agents économiques il les évince :

<sup>65</sup> Les emprunts allemands furent lancés le 1<sup>er</sup> en septembre 1914 ; le 2<sup>e</sup> en mars 1915 ; le 3<sup>e</sup> en septembre 1915 ; le 4<sup>e</sup> en mars 1916 ; le 5<sup>e</sup> en septembre 1916 ; le 6<sup>e</sup> en mars 1917 ; le 7<sup>e</sup> en septembre 1917 (à partir du tableau, p. 45).

<sup>66</sup> Charles Rist ne pouvait pas ne pas rappeler la certitude de ce même Havenstein : les vaincus (en la circonstance la France et la Grande-Bretagne) paieront ! Lançant le 6<sup>e</sup> emprunt en mars 1917, il proclamait-il pas : « Nous voulons vaincre, et nous vaincrons (...), car seule la victoire peut nous apporter une paix avec une forte indemnité » (*ib.*, p. 33).

Un économiste allemand, Prion admet que sur 120 milliards d'emprunts de guerre, 20 seulement représentent de l'épargne neuve, et tout le reste des capitaux momentanément détournés de la production (p. 30).

Cette citation amène trois commentaires. Le premier est la notion « d'épargne neuve », elle signifie sans doute qu'il s'agit une épargne qui n'aurait pas été placée antérieurement, ou encore de sommes qui auraient été thésaurisées. Le second est que des montants qui se dirigeaient vers la production, financent des dépenses de guerre, mais ces dépenses de guerre ne renvoient-elles pas à la « production » d'armements ? Enfin s'il ne s'agit pas d'un détournement d'un « épargne neuve », cette somme de 100 milliards renverrait à une « épargne de seconde main » pourrait-on dire, à une épargne déjà investie dans des titres qui seraient alors réalisés pour souscrire à l'emprunt ?

Cet effet d'éviction se retrouve en fin d'article. Ce ne sont plus les mécanismes du marché qui interviennent mais les autorités gouvernementales : « Le gouvernement reste plus préoccupé que jamais de réserver à ses émissions toutes les épargnes disponibles dès maintenant [donc, 1917] et pour l'après-guerre » (p. 41). Ce n'était pas du court terme. Les lois et règlements furent pris en conséquence. Comme le ministre du Commerce le précisait « Il s'agit de "ménager" le marché des capitaux "aussi longtemps que cela sera nécessaire" » (p.42).

Le second élément était, comme Rist ne pouvait manquer de le souligner « une abondance monétaire exceptionnelle » (p. 36) conséquence de l'accélération des émissions de papier-monnaie pour les dépenses de guerre. L'effet premier en fut le gonflement des bénéfices de guerre, ils se sont multipliés par 2, par 5 selon les entreprises entre 1914 et 1917. Rist cita à l'envi les journaux allemands où des articles s'élevaient contre cette politique qualifiée de « programme Hindenbourg » où « l'entraîn à produire » accompagne « l'entraîn à souscrire » (p. 33). Les bénéfices colossaux risquent d'alimenter les revendications ouvrières. Pour les désarmer « les procédés les plus variés sont utilisés » pour réduire le montant apparent des résultats : amortissement, remboursement d'emprunts, etc. et souscrire massivement aux emprunts. « Les très grosses souscriptions (...) ont fourni 55 p. 100 de la souscription totale de l'emprunt » (p. 38).

Pour Charles Rist il semblerait bien que l'emprunt qui a financé les dépenses de guerre aurait une grande partie de ses ressources dans les profits issus de ces mêmes dépenses.

## **II. Le « système » Rathenau**

Deux articles d'Henri Hauser concernèrent Walther Rathenau (1867-1922). Dans les « Notes et memoranda » du numéro de mars-avril (p. 158-159) il présenta la logique générale de son *système*<sup>67</sup> puis dans l'article « La syndicalisation

<sup>67</sup> Le terme de « planification » semble correspondre le mieux à l'organisation de la production rationalisée que décrivait Rathenau, cependant le terme n'est *aucun moment* utilisé. C'est pourquoi nous reprenons le terme *système* qu'utilisa Baumont (1932) dans l'hommage qu'il lui rendit (Cf. également Létourneau, 1995). Walther Rathenau fit partie : du premier gouvernement du chancelier Joseph Wirth (10 mai 1921-25 octobre 1921) comme ministre de la Reconstruction, puis du second gouvernement Wirth (26 octobre 1921-27 novembre 1922) comme ministre des Affaires étrangères. À ce titre il participa aux accords de Rapallo le 16 avril 1922. Signataire de l'accord avec les bolchéviques et Juif, c'étaient là deux critères suffisants pour les officiers allemands de l'Organisation *Consul* pour le condamner à mort. Il fut assassiné le 22 juin 1922.

obligatoire en Allemagne » dans numéro suivant (p. 230-245) il analysa, ce qui en constituait le cœur, l'organisation des entreprises et des industries en « syndicats ».

### 1° Grande entreprise et planification

Dans le premier article Hauser en quelques lignes dressa le portrait de Walther Rathenau, dirigeant de l'A.E.G., inspirateur de la Section de guerre des matières premières, auteur de publications nombreuses touchant l'organisation industrielle et sociale. Son ouvrage *Von kommenden Dingen* publié en 1917 rencontra un vif succès il en fut de même de *Die neue Wirtschaft* publié en 1918<sup>68</sup>. Lorsque Henri Hauser publia ses articles les travaux n'étaient pas disponibles en français<sup>69</sup>. D'ailleurs peu le sont encore aujourd'hui. C'est dire ainsi que Henri Hauser s'appuya principalement sur ces deux ouvrages et les publications allemandes.

Deux idées retinrent l'attention de Hauser : « l'une de valeur durable et quasi permanente, l'autre de valeur passagère et accidentelle » (p. 159). L'idée fondamentale de Rathenau était que l'avenir industriel était celui de la Grande entreprise ;

la forme nécessaire et désirable de l'industrie moderne est la grande, la très grande entreprise, celle qui dispose de centaines de millions de capital, celle où la direction effective appartient aux gros actionnaires, seuls capables d'avoir une politique à longue portée, de former des projets d'avenir, non destinés à la publicité (1918, p. 159).

La seconde est que l'évolution vers la grande entreprise a été favorisée, « précipitée » par la guerre elle-même. Sauf que « l'avenir, pour lui, est sombre » (p. 159), même si l'Allemagne est victorieuse et « impose dans les traités, sa conception de la paix économique » (*ib.*).

L'Allemagne ne peut se suffire à elle-même, on ne peut espérer la reprise des anciennes relations comme si rien n'était. La réponse est l'organisation industrielle de l'Allemagne c'est tout le projet de Rathenau. Une organisation des entreprises et aussi de la population. Personne ne doit chômer et le travailleur n'aura pas le choix de son travail. On se passera des dépenses (donc des productions) de luxe et des dépenses improductives (tous les intermédiaires du commerce.

L'organisation de la production industrielle ne peut être laissée au libre cours des relations de marché, surtout lorsqu'il s'agit de gérer la pénurie que ce soit en biens d'alimentation ou de matières premières, la genèse de cette nouvelle organisation est du ressort de l'État. Il s'agit de transformer de fond en comble les processus de production, une révolution en somme.

---

<sup>68</sup> « *Von kommenden Dingen*, [traduit en 1922 sous le titre *Où va le monde ?*] ouvrage que complète, en 1918, *Die neue Wirtschaft* [la traduction, *La Nouvelle économie*, fut publiée en 1921 dans le recueil *La Triple révolution*]. Ces deux derniers livres connurent un succès de librairie : en un an on vendit 65 000 exemplaires de *Von kommenden Dingen* ; en un mois, 30 000 exemplaires de *Die neue Wirtschaft* » (Baumont, 1932, p. 50).

<sup>69</sup> Les travaux de Rathenau n'étaient pas ignorés. La revue *L'Action nationale* publia dans son numéro de mai 1918 la traduction intégrale d'une conférence de Walther Rathenau de décembre 1916 dans laquelle il exposait sa théorie du socialisme industriel, étatif et coercitif. *L'Expansion économique* de février 1918 publia un article de Max André, « L'après-guerre en Allemagne, socialisme d'État ou individualisme », exposé de la doctrine étatiste par Rathenau.

Les entreprises ne doivent pas être regroupées selon le hasard des affaires mais selon deux plans distincts, unions professionnelles et unions d'industries. Reprenons le texte de Hauser.

Cette révolution (...) doit être dirigée par l'État, mais elle ne peut pas être opérée par lui parce qu'il n'a pas la compétence nécessaire. Ce soin doit être dévolu à la profession organisée, au syndicat (1918, p. 160-161).

Ce syndicat n'est pas la reprise des anciens cartels, il réunit et organise les entreprises qui restent la propriété individuelle des individus sous la houlette des instances de direction.

L'union professionnelle (*Berufsverband*) groupera toutes les entreprises similaires d'une même branche, toutes les filatures de coton, ou toutes les tréfileries, tous les ébénistes, toutes les maisons de lingerie en gros. L'union d'industrie (*Gewerbeverband*) rassemblera les diverses unions professionnelles qui coopèrent à l'élaboration d'un même produit, depuis les métiers préparatoires jusqu'aux industries de perfectionnement, par exemple toute l'industrie cotonnière, toute la sidérurgie, toute l'industrie linière, celle du bois, etc.

(...)

Ces deux sortes d'unions seront reconnues et surveillées par l'État, et cette surveillance ira jusqu'à la collaboration (*mitwirkende Aufsicht*). En retour, elles auront des droits étendus, une sorte de délégation de pouvoir souverain (1918, p. 161).

Cette description n'est pas sans évoquer un tableau où verticalement on a les industries qui fournissent les divers intrants et horizontalement les produits. Rathenau ne l'envisagea pas ainsi. L'ensemble était certes surveillé par l'État qui veillait et aidait les « unions », mais l'initiative restait celle des entreprises privées.

L'union (qui juridiquement a la forme d'une société par action) envisage et centralise tous les besoins intérieurs et extérieurs, recueille toutes les commandes de celles de l'État à celles du détaillant. (...) D'union à union le commerce se fera sans intermédiaire, comme en une sorte de *clearing house* ; d'où suppression d'une quantité infinie de succursales, magasins, voyageurs. (...) L'union d'industrie jouera un rôle à la fois plus fondamental et plus simple (...) Elle établira de groupe à groupe, le programme des besoins pour toute une année (p. 163).

Le « système » de Rathenau conduit ainsi logiquement à une planification de l'ensemble de l'économie sur la base d'union et d'organisation d'entreprises privées. Le capitaliste n'est pas dépouillé mais organisé. Henri Hauser le nomma, sans doute à la suite de Rathenau le « socialisme industriel ».

## 2° Les entreprises, l'État et les syndicats

Le second article plus étendu entendait entrer dans le vif de cette proposition d'organisation industrielle. Le premier constat est que ce n'est pas un projet parmi d'autres mais d'une organisation en œuvre en Allemagne.

Elle est issue de la réponse que suggéra Walther Rathenau face à la pénurie de matières premières du fait du blocus de l'Entente : créer une Section de guerre des matières premières (*Kriegs-Rohstoff-Abteilung*). A l'initiative de Rathenau, le 8 août 1914, le *Zentral Verband* et le *Bund der industriellen* ont constitué le Comité de guerre de l'industrie allemande dont la Commission « répartit les commandes et les



tâches, assure aux usines la fourniture des métaux. C'est elle qui organise les sociétés de guerre, c'est elle que nous retrouvons à l'origine des syndicats. » (p. 244).

Ce « Syndicat » gère tout, de la production à sa répartition les critères sont simples, tout pour la guerre : « par priorité l'armée et les ouvriers de la grosse industrie. Pour le reste, les opérations commerciales se [font] comme en temps de paix. »

Les syndicats regroupaient les entreprises nous l'avons vu ci-dessus, trois sortes de syndicats : 1° les syndicats organisés officiellement, 2° ceux qui se sont mis en place d'eux-mêmes, mais sous la menace, 3° ceux que les entreprises ont mis d'elles-mêmes en place. En dépit de la résistance de certains groupes isolés (essentiellement le secteur du commerce), la très grande partie des entreprises allemandes firent partie des syndicats.

Rathenau, comme certains dirigeants allemands tel Helfferich, pensait que ce mouvement de création de groupes organisés d'entreprises, appuyés par l'État ne pouvait pas s'arrêter avec la fin de guerre. Pour Hauser, quelle que soit l'issue du conflit « il faut donc nous attendre à voir en Allemagne après la guerre et pendant de longues années des industries fortement concentrées. »

Ce n'est pas la concentration qui nous semble déterminante dans cette analyse mais l'organisation de la production. Elle ne doit rien au marché, c'est une planification. Une fois les besoins recensés par les syndicats, ceux-ci ensuite cherchent à y répondre au mieux des capacités de production disponibles.

L'organisation d'ensemble des syndicats est du ressort de l'administration, une administration où se côtoient des représentants des entreprises et de l'État (mais pas des salariés, cela va de soi. La seule indication qui apparaît dans les articles est que les travailleurs doivent être à la tâche). En la circonstance l'économie est planifiée par un mixte de fonctionnaires et de dirigeants d'entreprise, c'est loin d'être une « économie socialiste » encore que Rathenau l'ait qualifiée ainsi.

## **EN GUISE DE CONCLUSION**

On ne saurait conclure un telle recension des articles de la *Revue d'économie politique* pendant les quatre ans que dura cette guerre, on peut remarquer cependant que la ligne générale de la Revue fut un soutien sans faille, la *REP* s'inscrit totalement dans la logique de l'« Union sacrée ». Les articles mirent l'accent à titre principal sur la dimension monétaire pendant toute la durée du conflit. L'analyse du processus de production industriel et agricole étant trop important pour qu'elle puisse être l'objet de publication.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALLAIN, Jean-Claude [1976], *Agadir 1911 : une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc*, Préface de Jean-Baptiste Duroselle, Paris, Publications de la Sorbonne.
- ALLIANCE D'HYGIENE SOCIALE (coord.), [1917], *La guerre et la vie de demain. Conférences faites à l'Alliance d'Hygiène Sociale (Années 1914-1915 et 1915-1916). Vol II Les risques immédiats de la guerre et leur réparation*, Paris, Alcan.
- ANGELL, Norman [1911], *La grande illusion*, Paris, éd. Nelson.
- AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane & BECKER, Annette [2000], *14-18, Retrouver la Guerre*, Paris, Gallimard.
- BARTHELEMY, Joseph [1915], *Le principe de la réparation intégrale des dommages causés par la guerre*, Paris, Comité national pour la réparation intégrale des dommages de guerre.
- BAUMONT, Maurice [1932], « Walther Rathenau et son système », *Annales d'histoire économique et sociale*, N°13, p. 50-58.
- BERGMAN, Michael, GERLACH, Stefan & LARS, Jonung [1993], « The Rise and Fall of the Scandinavian Currency Union », *European Economic Review*, N°37, p. 507-517.
- BETHMANN HOLLWEG, von Theobald [1914], « Notes du chancelier du Reich Theobald von Bethmann Hollweg sur les directives en vue de la conclusion de la paix avec un courrier à Clemens Delbrück, secrétaire d'État au ministre de l'Intérieur, en date du 9 septembre 1914 » in Cazes [2002], p. 496-497.
- BLANCHETON, Bertrand [2001], *Le Pape et l'Empereur. La Banque de France, la direction du Trésor et la politique monétaire de la France (1914-1918)*, Préface de Christian Bordes, Paris, Albin Michel.
- CAZES, Bernard [2002], « Été 1914 : deux visions allemandes de l'Europe », *Politique étrangère*, N° 47, p. 487-497.
- CHAMBELLAND, Colette (dir.) [1998], *Le Musée social en son temps*, Paris, éd. Rue d'Ulm.
- CLERC-RAMPAL, G. [1919], *La marine française pendant la Grande Guerre*, Paris, Larousse?
- COCHIN, Denys (éd.) [1926], *Les organisations de blocus en France pendant la guerre (1914-1918)*, Paris, Plon.
- COINTEPAS, Michel [1999], « Il y a 80 ans, "la journée de huit heures" », [https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/journee\\_de\\_8h.pdf](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/journee_de_8h.pdf)
- CONFERENCE ECONOMIQUE DES GOUVERNEMENTS ALLIES [1916] tenue à Paris les 14, 15, 16 et 17 juin, Programme, Délégations, Procès-verbaux des séances et Acte de la conférence, Paris, Imp. Nationale.
- CONFERENCE DE ZIMMERWALD [1915], Compte-rendu officiel et Manifeste, 5-8 septembre, [https://www.marxists.org/francais/inter\\_com/1915/zimmerwald.pdf](https://www.marxists.org/francais/inter_com/1915/zimmerwald.pdf)
- CONGRES INTERNATIONALE EXTRAORDINAIRE [1912], Bâle 24-25 novembre, Bureau Socialiste International Contre la Guerre suivi de la brochure GUERRE A LA GUERRE (1913), Paris, Librairie du Parti Socialiste (SFIO). Consulté en ligne [https://www.marxists.org/francais/inter\\_soc/1912/bale.pdf](https://www.marxists.org/francais/inter_soc/1912/bale.pdf)
- DROZ, Jacques [1973], *Les Causes de la Première Guerre mondiale. Essai d'historiographie*, Paris, Seuil.

- DUKHEIM, Émile & DENIS, Ernest [1915], *Qui a voulu la guerre ? Les origines de la guerre d'après les documents diplomatiques*, Paris, A. Colin.
- FARRAR, Marjorie M [1973], « La politique française du blocus pendant la première guerre mondiale : Un exemple de guerre économique », *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 51, N°2, p. 212-242.
- FISHER, Fritz [1961], *Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918*. Traduction de Geneviève et Henri Thiès, Préface de Jacques Droz, Paris, Trévise, 1970.
- FREUD, Sigmund & BULLIT, William C. [1967], *Le Président Thomas Woodrow Wilson. Portrait psychologique*. Traduit par Marie Tadié, Préface de Gérard Miller, Paris, Payot, 2005.
- HARTER, Hélène [2015], « La conférence d'Algésiras de 1906. Un nouveau rôle pour les États-Unis dans le concert des nations ? », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, Vol.2, N°42, p. 75-88.
- JONAS, Emmy & Stéphane [2007 ], « Friedrich Naumann et l'idée germanique de Mitteleuropa », *Revue des Sciences Sociales*, N°37, p. 100-107.
- JOURNAL OFFICIEL [1914], 6 août.
- KONSTANTINOVIC, Zoran [1994], « Les Slaves du Sud et la Mitteleuropa », *Revue germanique internationale*, N°1, p. 45-60
- LACHAPELLE, Georges [1915], *Nos finances pendant la guerre*, Paris, A. Colin.
- LEMAY, Benoît [2013], « Du plan Schlieffen au plan Moltke : mythes et réalités des plans de guerre allemands et de la responsabilité du Reich dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, N°252, p. 27-46.
- LETOURNEAU, Paul [1995], *Walther Rathenau*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg
- LOEZ, André [2010], *La Grande Guerre*, Paris, La Découverte.
- LUXEMBURG, Rosa [1907-1916], *La Brochure de Junius*, la guerre et l'internationale, in *Œuvres complètes*, t. IV, traduit de l'allemand par Marie Hermann, Marseille, Agone.
- MARCO, Luc (dir.) [1996], *Les revues d'économie en France. Genèse et actualité, 1751-1994*, Paris, L'Harmattan.
- MARTIN-SAINT-LEON, Émile [1926], « Les effets économiques du blocus chez l'ennemi », in Cochin [1926], p. 245-283.
- MILZA, Pierre [2009], *L'Année terrible. La Guerre franco-prussienne, septembre 1870-mars 1871*, Paris, éditions Perrin.
- Ministère des Affaires étrangères [1914], *Livre Jaune. Documents diplomatiques. La Guerre européenne 1*, Pièces relatives aux négociations qui ont précédé les déclarations de guerre de l'Allemagne à la Russie (1<sup>er</sup> août 1914), et à la France (3 août 1914) ; Déclaration du 4 septembre 1914, 4<sup>e</sup> éd., Paris, Librairie Hachette et Cie.
- NAUMANN, Friedrich [1915], *L'Europe centrale*, traduit de l'allemand par l'Argus suisse de la Presse à Genève, Neuchâtel, Delachaux & Niestle ; Paris, Payot, 1916.
- PIETTRE, Pauline [2012], « Le regard des britanniques sur la France en guerre (1870-1871) : l'évolution d'une opinion attentive », *Histoire, économie et société*, Vol. 3, p. 51-66.

- PROCHASSON, Christophe [2014], « Les intellectuels français et la Grande Guerre. Les nouvelles formes d'engagement », *Bulletin des bibliothèques de France*. En ligne, <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2014-03-0038-003>
- ROTH, François [1990], *La Guerre de 1870*, Paris, Fayard.
- RUSSELL, Bertrand [1960], *Ma conception du monde*, traduction par Louis Évrard de *Bertrand Russell speaks his mind. A transcript of 13 interviews*<sup>70</sup> with Bertrand Russell by Woodrow Wyatt, Paris, Gallimard, 1962.
- TALIA, Krim [2004], *The Scandinavian Currency Union, 1873-1924, Studies in Monetary Integration and Disintegration*, Ph. D., Stockholm, Stockholm School of Economics.
- TARDIEU, André [1908], *La Conférence d'Algésiras. Histoire diplomatique de la Crise marocaine (15 janvier-7avril 1906)*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Alcan.
- THIERS, Éric [2005], « Droit et culture de guerre 1914-1918. Le Comité d'études et documents de guerre », *Mil neuf cents. Revue d'histoire intellectuelle*, N°23, p. 23-48.
- TRAITE DE VERSAILLES [1919], en ligne <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles8.htm#VIII>
- WILSON, Woodrow T. [1917], *Recueil des déclarations du Président des États-unis d'Amérique sur la Guerre et la Paix*, Traduction de T.H. Mac Carthy, Paris, Berger-Levrault.
- WILSON, Woodrow T. [1918], *Message du 8 janvier 1918*, en ligne <https://mjp.univ-perp.fr/textes/wilson08011918.htm>

---

<sup>70</sup> La traduction française ne comporte que 12 entretiens, le 9<sup>e</sup> entretien intitulé « *Great Britain* » ne figure pas dans la traduction éditée par Gallimard.